

*l'Anti*capitaliste

n°395 | 7 septembre 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LA LOI TRAVAIL **XXL**



Dossier

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
DU NPA, COMME SI
VOUS Y ÉTIEZ! **Pages 6 et 7**

ÉDITO

«Le feu et la fureur»
Page 2

PREMIER PLAN

Birmanie: face à l'horreur,
solidarité avec les
musulmans rohingya!
Page 3



ACTU SOCIALE

Ubérisation. Deliveroo: une
mobilisation exemplaire
Page 8-9

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Loïc, de la compagnie
Jolie Môme, poursuivi par le Medef
Page 12



Par YVAN LEMAÎTRE

«Le feu et la fureur»

Dimanche 2 septembre, la Corée du Nord a réalisé son sixième essai nucléaire, le plus puissant à ce jour. Elle affirme avoir testé avec succès une bombe H. Ce petit pays pauvre de 25 millions d'habitants, né de la guerre froide quand les USA et l'ex-URSS se partageaient le monde au mépris des peuples, est bien en passe de devenir une puissance nucléaire. Le dictateur Kim Jong-Un veut que son pays soit reconnu en tant que tel. Il souhaite ainsi consolider son pouvoir dictatorial et absurde, qui s'est perpétué en jouant du conflit entre les blocs et en flattant un nationalisme hostile à la puissance dominante détestée, les USA, qui ont classé en 2003 la Corée du Nord dans l'«axe du Mal». Il veut aussi faire pression sur la Chine pour qu'elle oblige Washington à le reconnaître comme incontournable. Sa politique obéit à une folle surenchère qui défie les grandes puissances maîtrisant l'arme nucléaire, en premier lieu les USA. Une logique folle, mais très rationnelle car elle obéit à la folle rationalité qui régit les relations internationales, celle du rapport de forces.

C'est à la même folle rationalité qu'obéit la folie symétrique de Trump et du Pentagone qui se sont engagés dans une escalade de sanctions et de menaces. Début août, à l'occasion d'un tir de missile par la Corée du Nord, Trump avait déclaré : «La Corée du Nord ferait mieux de ne pas renouveler ses menaces contre les États-Unis. Nous y répondrons par le feu et la fureur, avec une puissance comme le monde n'en a jamais vu.» Aujourd'hui Trump menace d'une «réponse militaire massive». Il se moque éperdument de la paix, lui qui intensifie la guerre en Afghanistan et qui entend, comme ses prédécesseurs, défendre la domination des multinationales états-uniennes dans le monde.

Il la défend en particulier contre la Chine, qu'il voudrait plier à sa propre politique impérialiste en exerçant sur elle un chantage à la guerre.

Le plus probable, à court terme, est que cette folle logique reste contrôlée mais, à plus long terme, les apprentis sorciers qui dirigent le monde pourraient être dépassés par leur poker nucléaire. À moins que les travailleurEs et les peuples n'interviennent pour les mettre hors d'état de nuire.

À la Une

CONTRE LA LOI XXL, MOBILISONS-NOUS XXXL

«Et de droite, et de droite». Les cinq ordonnances publiées le 31 août reprennent trois fondamentaux du Medef : détruire les outils de défenses des salariéEs des prud'hommes aux institutions représentatives du personnel, annihiler le Code du travail par l'inversion de la hiérarchie des normes, faciliter encore plus les licenciements.

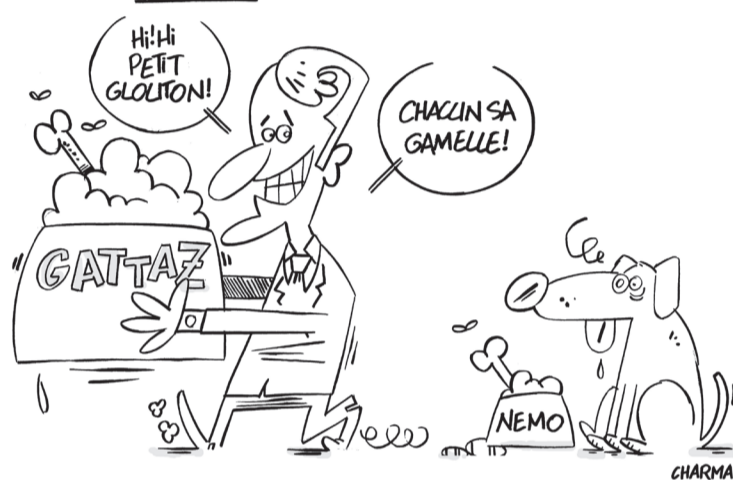
S'il fallait encore se convaincre de la gravité des attaques contenues dans les ordonnances, il suffirait de constater la satisfaction du Medef ou d'écouter le commissaire européen «en charge de l'euro et du dialogue social» (sic) se féliciter de la nouvelle loi travail en France, «qui répond directement à l'analyse de Bruxelles sur les rigidités de l'économie française».

Macron veut frapper vite et fort Macron prévient dans l'entretien qu'il vient de donner au *Point* : ce n'est qu'un début. Éducation, logement, assurance chômage... rien ne doit échapper à la contre-révolution néolibérale.

Frapper vite et fort : telle est la méthode. Mais aussi spectaculaire soit-elle, elle n'efface pas l'illégitimité du gouvernement. Macron et son parti-entreprise constituent temporairement l'outil politique adéquat pour prendre le relais du PS et de la droite et poursuivre le travail entamé dans les gouvernements précédents dont la brutalité avait précisément provoqué l'usure du personnel et des appareils en place. «La France n'est pas réformable» se plaint Macron. Une autre façon de dire que les politiques néolibérales se heurtent toujours à de fortes résistances.

Pourtant, en cette rentrée, ces résistances manquent cruellement d'une stratégie pour s'unir et gagner.

MACRON ADOPTE UN CHIEN



Le front syndical est plus faible que contre la loi El Khomri. Alors que le gouvernement n'a même pas sauvegardé ne serait-ce que l'apparence du «dialogue social» pourtant tant vanté, alors que toutes les «lignes rouges» annoncées ont été franchies, ce n'est visiblement pas suffisant pour que, hormis la CGT, Solidaires et quelques instances de FO qui refusent la position «en retrait de la contestation» adoptée par la confédération, les organisations syndicales se décident à mobiliser.

Construire un rapport de forces global

La première bataille à gagner est de convaincre qu'il est possible de faire reculer le gouvernement, convaincre que, malgré

le verrouillage institutionnel des ordonnances, il est possible de les faire retirer, comme le mouvement de la jeunesse en d'autres temps avait fait retirer le contrat première embauche.

Cette possibilité est affaire de rapport de forces global. Elle dépend de notre capacité à faire éclater une crise politique qui empêche Macron d'appliquer son programme et celui du Medef. Une telle crise politique ne peut être que le fruit de la convergence de plusieurs facteurs, de grèves évidemment, d'un mouvement puissant de la jeunesse, de l'irruption de l'aspiration démocratique bafouée par le hold-up électoral de Macron, de toutes les formes d'auto-organisation, de réappropriation de la parole et de la politique.

Aucun terrain ne doit être délaissé. La contre-révolution néolibérale est aussi autoritaire, elle inscrit l'état d'urgence à perpétuité dans le droit commun, elle utilise et alimente le racisme et l'islamophobie ; l'arbitraire et les violences policières sont au cœur de sa stratégie contre le mouvement social et contre les quartiers populaires. Ce combat pour les libertés, dont la prochaine étape est la réussite des manifestations du 10 septembre contre l'état d'urgence est l'affaire de touTEs.

Une contre-offensive unitaire et prolongée

L'urgence est de construire un front commun de lutte, un front de résistance sociale et démocratique, d'unir toutes les forces syndicales, politiques, associatives, militantes, de faire converger tous les secteurs des salariéEs du privé comme du public, précaires, privéEs d'emplois et retraitéEs, jeunes... pour préparer et réussir la journée de grève et de manifestations du 12 septembre dans un premier temps et pour engager une contre-offensive unitaire et prolongée. Pour cela, il faut d'autres échéances de mobilisation, d'autres rendez-vous, d'autres dates de manifestation, fixées et construites en commun. De ce point de vue, la division des tâches actées par La France insoumise, avec la manifestation du 23 septembre, est contre-productive. Nous devons construire partout, du local au national, les outils de mobilisation unitaires et fédérateurs.

Christine Poupin

BIEN DIT

Avec ses ordonnances pour une nouvelle loi travail XXL, Emmanuel Macron dit vouloir «libérer le travail». Il a raison! C'est vrai que le travail est emprisonné dans les injonctions de rentabilité et les logiques financières.

Il est urgent de redonner du pouvoir de décision aux salariéEs face aux employeurs. De desserrer l'emprise des actionnaires par de nouveaux droits pour les travailleurEs et les usagerEs. (...)

Libérer le travail, ça voudrait dire accorder aux salariéEs et aux parties prenantes concernées – riverainEs, usagerEs, associations... – de nouveaux droits pour un travail plus vivable et plus sain, pour une société plus juste et pour la planète.

ATTAC, Petit Guide de résistance à la loi travail XXL, mis en ligne le 28 août 2017

LOI TRAVAIL

Syndicats : l'urgence de la riposte

Ce sont bien des attaques d'une ampleur inégalée, selon la formule consacrée et parfois galvaudée, qui sont programmées par les ordonnances sur le Code du travail présentées le 31 août.

Mais de façon fort inquiétante, l'organisation de la riposte par les organisations syndicales est loin d'être à la hauteur de ces attaques et les initiatives unitaires indispensables pour aider à la mobilisation sont bien difficiles à construire.

Toutes et tous concernés ?

Un premier niveau de difficulté correspond au caractère spécifique des attaques. Certes, il est évident pour une majorité de salariéEs qu'elles

font la part belle aux exigences patronales, certaines exprimées depuis longtemps (voir article page 8). Mais, hormis le plafonnement ou la barémisation des indemnités patronales et tout ce qui relève de la facilitation des licenciements, ces attaques visent, en première instance, les droits et les moyens des instances représentatives du personnel, et les droits syndicaux avec la possibilité dans les TPE-PME d'un contournement complet des organisations syndicales. Dans une situation de faiblesse des syndicats,

en partie cause et en partie conséquence d'une institutionnalisation grandissante, la perception des attaques gouvernementales est le plus souvent confuse, même si aucunE salariéE ne pense que cela aura un effet bénéfique sur la courbe du chômage, objectif annoncé par le pouvoir.

Ripostes ?

Convaincre les salariéEs est un objectif d'autant plus difficile à atteindre dans la suite d'une longue série d'échecs des mobilisations, mais encore faut-il en avoir la volonté. Divisées dans l'analyse du contenu des ordonnances, les organisations syndicales le sont encore davantage sur les modalités d'une riposte.

Pour la CFTC, les «sacrifices» sont globalement incontournables et ne méritent pas d'être combattus. Pour la CFDT, Berger déclare : «Au final, nous sommes déçus. Le gouvernement a raté le coche.» De quel coche s'agit-il ? «Il y a une occasion manquée sur le renforcement du dialogue social.» Pour ces confédérations l'institutionnalisation est la seule voie garantissant leur prospérité ou leur survie. Et tant pis si les ordonnances contiennent «par ailleurs des dispositions négatives pour les salariéEs» (Berger). Une posture qui laisse hésitante une CFE-CGC très hostile aux contrats de projets qui visent à précariser une grande partie de son électorat. Quant à la FSU, la discrétion est devenue sa marque de fabrique...

Pour Solidaires, exclu du dialogue social, la dénonciation est sans ambiguïté mais les voies d'une

Un monde à changer

ORDONNANCES : « CONTRE MACRON ET SON MONDE ! » La Constitution de 1958 était qualifiée par François Mitterrand, dans un livre publié en 1964, de « *coup d'État permanent* ». La première utilisation d'une ordonnance sur le fondement de l'article 38 de cette Constitution remonte à la loi du 4 février 1960, qui permettait au gouvernement de prendre des mesures de « maintien de l'ordre » en Algérie.

Arrivé au pouvoir en 1981, Mitterrand s'accommoda parfaitement de son statut de « monarque républicain » qui lui permit, sans revenir devant les électeurs, de renier toutes les promesses de 1981 en engageant la France à partir de 1983 dans une cure d'austérité et de compression des salaires. Depuis, tous les présidents de la République, de droite comme de « gauche », ont joué la même partition. Maintenant, c'est le tour de Macron.

Les ordonnances lui permettent de s'affranchir du débat parlementaire pour réformer le Code du travail. Le prétexte est

habituel : il faudrait aller vite. Aller vite en réalité pour approfondir ce qui est fait depuis des années : détruire peu à peu les acquis des salariéEs. Soit en contournant les droits des CDI par la multiplication des contrats dérogatoires, soit en rognant les dispositions du Code qui permettent aux CDI d'être un tant soit peu protégés de l'arbitraire patronal. Sans résultat autre que la préservation des profits.

Décidément, la Constitution de la 5^e République a du bon pour les grands partis et la classe dominante. Mais, ce n'est qu'un instrument : au-delà de la nécessaire bataille unitaire contre les ordonnances Macron, la question centrale n'est pas la « 6^e République ». Le pouvoir de la bourgeoisie peut s'accommoder de différentes formes de Constitution : l'Allemagne et la Grande-Bretagne le montrent. Seule la mobilisation et l'organisation de « ceux d'en bas » permettra d'instaurer une démocratie au service de plus grand nombre « *contre Macron et son monde !* »

BIRMANIE Face à l'horreur, solidarité avec les musulmans rohingya !

Depuis la fin du mois d'août, une nouvelle étape a été franchie dans les persécutions subies par les Rohingya de Birmanie.

C'est en 1982 que la dictature militaire nationaliste décide, avec le soutien du clergé bouddhiste, de retirer leur nationalité aux membres de la minorité musulmane rohingya, les rendant de facto apatrides. Déjà discriminés dans un pays à près de 90% bouddhiste, les Rohingya deviennent apatrides, c'est-à-dire sans nationalité, mais aussi « *privés d'accès aux écoles, aux hôpitaux, aux autres services publics et au marché du travail, [et] soumis à une discrimination impitoyable en matière de liberté de mouvement, de règles de mariage et de possession des terres.* »¹

Discriminations et persécutions

Depuis lors, la minorité rohingya est de plus en plus marginalisée et discriminée, subissant régulièrement de violentes attaques : une politique que divers rapports internationaux qualifient de « nettoyage ethnique ». Les chiffres varient, mais on estimait récemment que parmi les Rohingya



de Birmanie, environ un million vivaient toujours en territoire birman tandis que 400 000 d'entre eux avaient fui dans les pays voisins, essentiellement au Bangladesh où ils vivent, dans des camps de réfugiés, dans des conditions déplorables. Depuis 2012 et de violentes émeutes racistes, c'est un véritable déchaînement de violences qui s'abat sur les Rohingya, avec la caution, voire les encouragements, des autorités gouvernementales et du clergé bouddhiste, qui a vu en son sein se développer une extrême droite de plus en plus brutale, raciste et islamophobe. Dans divers rapports, l'ONU considère que les Rohingya

représentent « *un des peuples les plus persécutés de la planète* », évoquant des « *crimes contre l'humanité* » et des « *éléments constitutifs de crime de génocide* ».

Massacres et exil

Une persécution qui a connu une brutale accélération ces derniers jours suite à l'attaque, le 25 août, d'une vingtaine de postes de police birmans par une organisation armée rohingya, l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA). Depuis lors, ce sont près de 100 000 Rohingyas, soit 10% de la population, qui ont fui vers le Bangladesh pour échapper aux massacres

commis par l'armée, les forces de police et des milices villageoises fanatisées : plus de 400 morts, des milliers de blessés, des centaines de maisons incendiées.

Les autorités birmanes justifient ces exactions en qualifiant l'ARSA et ses soutiens de « terroristes », une accusation contestée par l'organisation de guérilla dans une interview de l'un de ses porte-parole : « *Nous ne sommes pas des djihadistes. Notre modus operandi, la façon dont nous conduisons nos opérations n'a rien à voir avec les objectifs de groupes djihadistes pakistanais ou autres. Nous sommes un groupe armé semblable à ceux d'autres ethnies minoritaires de Birmanie.* »²

Devant l'ampleur de la tragédie en cours, le silence complice des grandes puissances est assourdissant. Est-ce parce que, malgré certaines restrictions, leurs multinationales font du business en Birmanie, à l'instar de Total qui y a lancé en mai dernier un nouveau chantier gazier ? La responsabilité de la prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, à la tête du gouvernement birman, est quant à elle totale, et mérite une condamnation sans ambiguïté. Notre solidarité pleine et entière va aux Rohingya, victimes de la barbarie raciste la plus abjecte.

Julien Salingue

1 - René Backmann, « Birmanie : la dernière chance d'Aung San Suu Kyi », *Mediapart*, 1^{er} septembre 2017.

2 - Interview à l'*Asia Times*, citée dans Bruno Philip, « En Birmanie, la crise humanitaire sans précédent des Rohingya », *le Monde*, 4 septembre 2017.

mobilisation unitaire restent bien difficiles à trouver.

À Force ouvrière, relativement mobilisée à l'occasion de la loi travail sous Hollande, la direction confédérale a tiré comme bilan de cette dernière mobilisation qu'elle a plus à y perdre qu'à y gagner. Ayant sauvé des prérogatives dans les branches, souhaitant préserver un pouvoir de négociation sur l'assurance chômage et la formation professionnelle, la direction « Mailly » et une partie de l'appareil refusent de s'inscrire dans toute mobilisation. Mais une partie des forces militantes, une quinzaine d'UD, plusieurs fédérations ont déjà annoncé leur participation à la journée de mobilisation du 12 septembre. En ce qui concerne la CGT, l'opposition aux ordonnances est certes affirmée depuis le départ. Mais pourquoi avoir, depuis trois mois, conforté un « dialogue social » rarement aussi

peu dialogue et aussi peu social ? Une caricature confirmée lors de la dernière rencontre bilatérale au cours de laquelle les représentantEs du gouvernement ont « présenté » les ordonnances sans remettre de document. Mais qu'allaient-ils donc faire dans cette galère ? De nombreuses équipes militantes sont l'arme au pied tout en n'ayant pas respecté de trêve estivale.

Le 12 septembre... mais après ?

Les lendemains de cette journée risquent d'être difficile à construire. Si la mobilisation est profonde, engage au-delà des équipes militantes, il sera possible de travailler au prolongement du mouvement. Mais il faudra construire un rassemblement unitaire impliquant les associations, les syndicats, les partis politiques opposés aux ordonnances. Les collectifs Front social, le regroupement unitaire autour



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

de Copernic, y travaillent. Mais l'urgence est grande, d'autant plus que le gouvernement affiche clairement sa volonté d'amplifier ses attaques sur l'assurance chômage, les retraites, etc. En tous cas, les militantEs du NPA

seront les plus énergiques défenseurEs du développement de la mobilisation, une mobilisation passant inévitablement par des grèves visant à bloquer l'activité économique.

Robert Pelletier

Le chiffre 50 milliards

Les bénéfices des 40 entreprises du CAC 40 ont bondi de 23,55%, à 50,24 milliards d'euros, au premier semestre 2017. En seulement un semestre, les valeurs du CAC 40 ont accumulé plus de bénéfices que sur l'ensemble de l'année 2013 ou 2009 et presque autant qu'en 2015. Comme le dit un analyste financier : « *Quand on écoute les patrons du CAC 40, on entend les mots : très bon premier semestre, chiffres records, carnets de commandes en hausse. Même si certains restent mesurés, cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu un tel enthousiasme.* » Il y a au moins des gens contents...



Agenda

Samedi 9 septembre, Le grand soir : fête des libertés et des droits sociaux 17-18, Paris.

De 15h à 23h, métro Marcadet-Poissonniers (angle Ornano/Ordener). Interventions politiques et syndicales, concerts et musique, animations pour les enfants, point d'information sur la loi travail XXL...

Samedi 9 septembre, Meeting unitaire « Tous ensemble contre la casse du droit du travail », Paris.

À 14h, à la bourse du travail de Paris (annexe Varlin, 29, boulevard du Temple). Organisé par le collectif « Pour nos droits sociaux »

Mardi 12 septembre, Réunion publique du NPA 63 : « Quelle stratégie pour gagner face au gouvernement ? », Clermont-Ferrand.

À 18h, au centre Jean-Richepin (21, rue Jean-Richepin).

Du 13 au 16 septembre, colloque « Penser l'émancipation », édition 2017, université Paris VIII (Saint-Denis).

Organisé par le réseau « Penser l'émancipation », programme en ligne sur <http://penserlemancipation.net/> programmePLE-2.pdf

NO COMMENT

« Ces ordonnances s'inspirent de ce que nous avons toujours prôné en termes de réforme du Code du travail. »

NADINE MORANO, interview sur Franceinfo, 5 septembre 2017

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AGRO-INDUSTRIE**Un nouveau scandale sanitaire: les œufs contaminés au fipronil**

Le fipronil, insecticide interdit dans la chaîne alimentaire, a pourtant été utilisé dès 2016 par des industriels pour désinfecter les élevages de poules pondeuses. Il a été retrouvé dans les œufs dans 34 pays dont 23 en Europe.

Treize lots contaminés au fipronil, soit 30 000 œufs et 200 tonnes d'ovoproduits en provenance des Pays-Bas, ont été livrés à deux établissements français de fabrication d'ovoproduits entre le 11 et le 26 juillet.

Échec total pour la réglementation européenne

Il a fallu presque un an pour que les Pays-Bas transmettent des informations aux autres pays. Ce n'est pas mieux en France où le ministère de l'Agriculture a montré une fois encore qu'il n'est pas au service des consommateurs. D'abord, il a prétendu que les œufs contaminés ne sont pas entrés en France, comme le nuage de Tchernobyl qui s'était miraculeusement arrêté aux frontières! Puis il a communiqué la liste des produits contaminés au compte-gouttes. Enfin, il nous a dit qu'il n'y avait aucun danger. Mais s'il est inoffensif, pourquoi l'utilisation du fipronil est-elle interdite?

Une inquiétude légitime

« On a peu d'expérience sur l'homme » souligne André Picot, le président de l'Association Toxicologie Chimie. Mais les études menées auprès des ouvriers qui fabriquent le fipronil (groupe Bayer) ont montré « quelques signes de trouble de métabolisme, pas du tout aussi nets que chez les animaux, mais il y a quand même un doute ». Un doute qui n'est pas suffisant pour empêcher les profiteurs criminels de nuire!



Œufs contaminés détruits. DR

Il est en outre inquiétant qu'une substance soit interdite dans les élevages d'animaux de ferme mais soit utilisée pour les animaux domestiques. Le fipronil est très utilisé comme antiparasitaire sur les chiens et les chats, contre les tiques et les puces. Les personnes (dont les enfants) qui embrassent et enlacent leurs animaux sont donc particulièrement exposées à cette substance présente sur la peau des animaux de compagnie.

Stopper l'agriculture intensive productiviste

Ce scandale n'est pas seulement celui de la filière œuf, c'est bien celui de tout le système de l'agro-industrie, soutenu par l'Europe libérale, où les entreprises préfèrent leur chiffre d'affaires aux règles sanitaires. Pourquoi se gêneraient-elles puisque les États, au nom de la compétitivité et de la performance économique, se rendent coupables de laxisme voire de complicité avec ces entreprises? En fin de chaîne, les industriels préfèrent importer des œufs à la qualité incertaine, pour baisser les prix d'achat. Le 25 août, le ministère de l'Agriculture reconnaissait la présence d'un autre insecticide interdit, l'amitraz. L'affaire continue... Le NPA réaffirme la nécessité d'une agriculture relocalisée, dans de petites exploitations, biologique qui respecte à la fois les paysans, l'environnement et les animaux, et qui nourrisse correctement les populations.

Commission nationale écologie

EUROPE Macron: démagogie sur le travail détaché

Durant le mois d'août, Macron a entrepris une tournée dans l'est de l'Union européenne pour convaincre les pays visités d'accepter un futur texte européen qui resserrerait les boulons sur le travail détaché.

« **L**a directive telle qu'elle fonctionne est une trahison de l'esprit européen dans ses fondamentaux » a ainsi déclaré Macron le 23 août. L'« esprit européen » peut-être, même si on ne sait pas trop ce que c'est, mais l'esprit de l'Union européenne, certainement pas: le texte sur le travail détaché n'est qu'un exemple des mesures libérales vantées pour peser sur les acquis sociaux et mettre les travailleurEs en concurrence les unEs avec les autres. La directive européenne de 1996 assimile le travail détaché à une prestation de service. En conséquence, unE travailleurE détaché n'est pas unE travailleurE qui se trouve travailler dans un pays autre que le sien et bénéficie (en principe) de conditions analogues à celles des travailleurEs du pays. UnE travailleurE détaché est quelqu'un supposé travailler dans une entreprise et qui est mis par celle-ci à la disposition d'une entreprise d'un autre pays. Ses droits sont réduits et ses cotisations sociales sont supposées être payées



dans le pays d'origine. Quel est le bénéficiaire du mécanisme? Avant tout le patron français qui y recourt pour réduire le coût des salaires (d'autant qu'unE travailleurE détaché est parfois payé à un coefficient inférieur à sa qualification).

Le travailleurE détaché, un bouc émissaire

Le travail détaché est un problème réel, auquel il faudrait répondre par le mot d'ordre « à travail égal, salaire égal ». Salaire égal signifiant, bien sûr, non seulement le

salaire net mais les cotisations sociales. Mais le travailleurE détaché est devenu le bouc émissaire de tous ceux qui veulent avoir l'air de faire quelque chose contre la compétition économique sauvage tout en ne s'attaquant pas à la logique de la concurrence par les salaires. De Mélenchon à Le Pen, c'est « Feu sur le travail détaché »! La directive doit être révisée, mais la discussion n'avance guère: les gouvernements des pays d'Europe orientale voient dans le travail détaché un moyen de faire baisser le

chômage, même si leurs ressortissantEs sont traités en travailleurEs de seconde zone.

En montant en première ligne, Macron espère obtenir quelques modifications plus tangibles du dispositif actuel. Il évoque diverses restrictions comme la limitation de la durée du détachement et dénonce par exemple les sociétés « boîtes aux lettres » domiciliées dans un pays où les charges sociales sont les plus faibles et qui n'ont aucune activité sinon le « détachement » de travailleurEs. La tournée de Macron a ainsi été l'occasion d'un clash avec le gouvernement polonais.

Une diversion aux ordonnances

Que vise réellement Macron avec cette agitation? D'abord, montrer qu'il joue un rôle moteur dans la « relance » de l'Union européenne après le sommet de Bruxelles de juin dernier. Pour arracher un compromis, il pourrait offrir aux pays d'Europe centrale et orientale un « deal » du type: vous acceptez de faire un geste sur les travailleurEs détachés et on oublie que vous ne voulez accueillir aucunE migrantE. Mais surtout, Macron poursuit un objectif de politique intérieure. Alors que durant le mois d'août les cabinets ministériels et l'administration ont travaillé d'arrache-pied sur les projets d'ordonnance visant au rabotage du droit du travail, il occupait la galerie avec un autre sujet propice à la démagogie, et consensuel parmi les principaux courants politiques français.

Henri Wilno

FI-PCF Capri, c'est fini!

On les savait fâchés mais on aurait pu penser que les relations entre La France insoumise et le PCF allaient se détendre cet été. Il n'en est rien, bien au contraire.

MÉLENCHON VEUT DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES

CHARMAG

Cela fait des mois que rien ne va plus entre La France insoumise et les Communistes, même si ces derniers ont soutenu Mélenchon pendant la campagne présidentielle. Cela fait des mois que les porte-parole des deux organisations se lancent des piques par médias interposés, voire par SMS.

Divergences stratégiques

Les divergences sont si importantes que ces dernières semaines, après s'être présentés séparément – et souvent l'un contre l'autre – aux législatives, le PCF et la FI n'ont pas réussi à faire « groupe commun » à l'Assemblée nationale. Cet été, la FI a ouvertement boycotté l'université d'été du PCF à Angers, et c'est désormais Jean-Luc Mélenchon qui, sous prétexte d'un déplacement à la Réunion, annonce qu'il ne sera pas présent à la Fête de l'Humanité les 15, 16 et 17 septembre prochains. Bref, le « torchon brûle ». Cette mésentente, et c'est un euphémisme, entre les deux organisations politiques, est essentiellement due à des divergences stratégiques, qui ne sont pas récentes mais qui ont connu une accélération lors de la séquence électorale. La France insoumise développe en effet depuis la campagne présidentielle une stratégie de mise l'écart/contournement des partis de gauche, et ne veut surtout pas de « tambouille » entre partis puisque son but premier est de « fédérer le peuple », au-dessus des partis traditionnels. Cette stratégie se confronte à celle du PCF qui continue à prôner le rassemblement de toute la gauche... sans grand succès.

Hégémonie

Mais derrière cette stratégie, La France insoumise se veut être la seule opposition, la seule

alternative à Macron, et pour cela ses cadres et ses dirigeants sont prêts à combattre leurs alliés d'hier. C'est dans cet état d'esprit que, lors de notre 9^e université d'été, le représentant de La France insoumise a indiqué, au cours du débat intitulé « Comment s'opposer à Macron? », que « les seuls députés d'opposition sont ceux de La France insoumise. Ceux du PCF ne le sont pas puisqu'un certain

nombre d'entre eux avaient voté la confiance à Valls... Bonjour l'ambiance.

Mais l'opposition à Macron ne s'arrête pas aux 17 députéEs de La France insoumise, et c'est tant mieux. L'opposition à la politique de Macron ce sont les salariéEs de Délieroo, les migrantEs et leurs soutiens, les salariéEs qui combattent au quotidien les suppressions de postes, les licenciements

ou les fermetures de sites... et c'est bel et bien cette opposition de résistance, de combat, que nous devons développer. Face au rouleau compresseur Macron, il s'agit bien de construire des mobilisations unitaires, sans aucun sectarisme, et non pas à l'appel d'un seul homme, contre le gouvernement, des mobilisations pour s'affronter réellement à ce pouvoir, à ce système.

Joséphine Simphon

AFGHANISTAN

Trump ou la « guerre sans fin »

La démagogie électorale a vite capitulé devant les exigences des militaires car il n'a, en fait, jamais été question pour eux de laisser l'Afghanistan entre les mains des talibans, de l'EI ou d'Al-Qaïda... Pas plus hier pour Obama qu'aujourd'hui pour Trump. Les États-Unis compteraient 11 000 militaires en Afghanistan, selon le Pentagone, et non 8 400 comme cela était dit jusqu'alors. Ces troupes sont épaulées par des mercenaires de sociétés privées, à peu près trois fois plus nombreux. La force internationale sous l'égide de l'Otan compterait 13 500 hommes chargés de « conseiller », c'est-à-dire d'encadrer les forces afghanes, elles-mêmes fortes d'environ 190 000 hommes.

Les vraies raisons d'une sale guerre

Trump a laissé toute latitude à son ministre de la Défense, Jim Mattis, pour fixer le nombre de soldats envoyés en renfort, autour de 4 000 ou 5 000. Mais personne ne sait ni en quoi consistera exactement ce redéploiement étatsunien ni combien de temps il durera. « À un moment donné, après un effort militaire efficace, peut-être qu'il sera possible d'avoir une solution politique incluant une partie des talibans en Afghanistan. Mais personne ne sait si ou quand cela arrivera » selon Trump lui-même. En réalité, les USA ne contrôlent pas la situation, « la solution politique » est un mythe. Le pouvoir fantôme sur lequel ils s'appuient

Devant des militaires à Fort Myer, en Virginie, le 21 août, Trump a annoncé l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan, revenant sur sa promesse électorale qui attaquait Obama, critiqué pour avoir... renoncé au retrait des forces étatsuniennes.



est corrompu et sans autorité. L'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar) chargé de contrôler les dépenses étatsuniennes dans le pays, a révélé, il y a peu, un énorme trafic d'essence sur la base militaire américaine de Fenty, au nord-est du pays. La culture et le trafic de l'opium sont une source de revenu considérable tant pour les hommes du pouvoir que pour les talibans... Impuissant à asseoir un pouvoir politique stable qui le serve, le Pentagone essaye d'occuper le terrain pour ne pas que se crée, selon la formule de Trump, « un vide qui serait aussitôt mis à profit par les terroristes ». Le vide existe

bien. Les talibans contrôlent 60 % du territoire et les dernières années ont vu l'État islamique, en rivalité avec Al-Qaïda, s'implanter. Les USA poursuivent les objectifs réels de cette guerre, déclarée en représailles contre Ben Laden au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 et qui a abouti à l'occupation du pays, pendant 16 ans, après la chute en décembre 2001 du gouvernement taliban puis la fuite de Ben Laden au Pakistan. Sans négliger les richesses minières, l'enjeu était bien la conquête de positions en Asie, quel qu'en soit le prix, pour défendre l'hégémonie étatsunienne, de la même façon que la guerre en Irak de 2003.

Fuite en avant militariste

Ces guerres sont à l'origine du développement du terrorisme djihadiste. Ce dernier est né en Afghanistan avec l'aide des USA, qui l'ont utilisé et armé dans leur guerre contre l'occupation par l'URSS de 1979 à 1989, avant que le monstre ne se retourne contre ses maîtres au moment de la guerre en Irak en 1991. Depuis, l'offensive militaire des grandes puissances contre les peuples, la deuxième guerre en Irak en 2003, le chaos qui en est né, ont enclenché un engrenage meurtrier que plus personne ne contrôle. Le redéploiement en Afghanistan y participe. Il s'accompagne d'un avertissement au Pakistan qui aurait « beaucoup à perdre s'il continue à abriter des criminels et des terroristes », dicit Trump. Pour Trump, il s'agit de « gagner ». Rodomontade ou bluff pour masquer une déroute ? Probablement les deux dans une fuite en avant militariste qui n'a ni objectif à court terme ni calendrier, si ce n'est de gérer les rapports de forces pour préserver les positions étatsuniennes. Cela signifie une guerre sans fin aux enchaînements dangereux non seulement pour les peuples de la région mais pour toute la planète.

Yvan Lemaître

CYCLONE HARVEY Changement climatique et catastrophes « naturelles »

Le comté Harris au Texas compte 4,5 millions d'habitants. Un tiers de sa superficie est sous l'eau suite au passage du cyclone Harvey.

Les dégâts sont énormes, beaucoup de gens sont ruinés, surtout dans les couches modestes. La gravité de la catastrophe est parfaitement conforme aux projections scientifiques sur les effets du changement climatique.

Violence croissante des cyclones : un effet du changement climatique

Kerry Emanuel, professeur de sciences de l'atmosphère au Massachusetts Institute of Technology, a comparé l'évolution de 6 000 tempêtes simulées, respectivement dans les conditions du 20^e siècle et dans les conditions de la fin du 21^e siècle si les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. Sa conclusion :



DR

dans les années 1900, la probabilité de voir un cyclone gagner plus de 55 km/h pendant les 24 heures précédant son arrivée sur la terre était de une par siècle. Dans les décennies qui viennent, ce genre de phénomène pourrait s'observer tous les 10 ans.

Trump, un pyromane sur les lieux de l'incendie

Donald Trump a tenté de profiter de Harvey pour détourner l'attention de ses problèmes : les retombées de Charlottesville, ses rodomontades dangereuses face à Kim Jung Un ... Le 29 août, il s'est rendu sur place avec son épouse et six membres au moins de son administration. Pour se mettre en valeur, pas pour reconforter les victimes : il ne les a même pas visitées !

Trump sur les lieux d'une catastrophe climatique, c'est un peu comme un pyromane qui vient contempler son incendie. Mégalomane narcissique, le président national-populiste veut entrer dans l'Histoire. « Nous voulons faire mieux que jamais auparavant », a-t-il déclaré. « Nous voulons qu'on nous regarde dans cinq ans, dans dix ans, comme un modèle de ce qu'il faut faire. » Il va de soi que c'est au contraire comme un modèle de ce qu'il ne faut pas faire que Trump entrera dans l'Histoire.

D'abord, parce qu'il nie la réalité du changement climatique. Parce qu'il a dénoncé l'accord de Paris sur le climat (bien que totalement insuffisant, cet accord a l'avantage de fixer un objectif : 2°C maximum de réchauffement et « continuer les efforts pour ne pas dépasser 1,5°C »). Parce qu'il fait tout pour relancer l'exploitation du charbon et pour soutenir celle des sables bitumineux du Canada. Parce qu'il veut couper les financements publics aux chercheurs qui travaillent sur le réchauffement. Parce qu'il fait du pathos sur Houston mais se soucie comme un poisson d'une pomme des catastrophes climatiques au moins aussi graves dans les pays du Sud, qui, eux, ne portent pratiquement aucune responsabilité dans le réchauffement. Comme à la Nouvelle-Orléans après Katrina, les pauvres seront les dindons de la farce. Vous avez dit « lutte de classes » ?

Daniel Tanou
(Extraits de « Cyclones, changement climatique et spéculation immobilière : le cas Harvey » publié le 31 août)

1 - Texte complet : <http://www.lcr-lagauche.org/cyclone-changement-climatique-et-speculation-immobiliere-le-cas-harvey/>

PALESTINE Mobilisation générale pour Salah Hamouri !

Salah Hamouri, militant franco-palestinien détenu par Israël durant plus de six ans entre 2005 et 2011, a été de nouveau arrêté le 23 août dernier par les autorités israéliennes à son domicile de Jérusalem-Est.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Aucun motif n'a été communiqué lors de l'arrestation. Coïncidence ? Salah venait d'obtenir son diplôme d'avocat, qu'il entendait mettre à profit au sein de l'organisation des droits de l'homme et de défense des prisonniers palestiniens Addameer.

« Dossier secret »

Quelques jours après son arrestation, six mois de « détention administrative » étaient requis contre Salah. Cette procédure permet à l'armée de maintenir quiconque en prison, pour des périodes de six mois renouvelables à l'infini, sans chef d'accusation et sans qu'aucune preuve ne soit produite. Cette procédure, qui repose sur une présomption de culpabilité et nie tout droit à la défense, est

l'une des multiples facettes du régime colonial imposé par Israël aux Palestiniens. Le 29 août, quelques heures avant que la peine de détention administrative ne soit requise par l'armée, un juge de Jérusalem avait pris une toute autre décision : un placement en résidence surveillée, assorti de plusieurs interdictions (entrée à Jérusalem, sortie du pays). Et c'est alors que la famille venait payer la caution de Salah qu'elle a appris que ce dernier serait finalement maintenu en prison, toujours sans aucun motif officiel et sur la seule base d'un « dossier secret ». Comme des centaines de milliers de Palestiniens, qu'ils soient militants

ou non, Salah Hamouri est victime de l'acharnement d'une puissance coloniale qui, par des arrestations, des condamnations ou diverses interdictions administratives, perpétue une situation où l'oppression la plus brutale se conjugue à l'arbitraire et au harcèlement. Rappelons qu'Elsa, l'épouse de Salah, est interdite d'entrée en Israël, et donc dans les territoires palestiniens, depuis janvier 2016...

Développer la mobilisation

La mobilisation pour la libération de Salah se développe, avec des pétitions, des rassemblements, des interpellations des autorités françaises par le mouvement de



solidarité avec la Palestine et par des députés du PCF et de la FI, et une première réunion d'un collectif de soutien le mardi 5 septembre à Paris. Un seul mot d'ordre : la libération de Salah Hamouri qui, à l'instar des milliers d'autres prisonniers politiques palestiniens, n'a rien à faire dans les geôles israéliennes. Dans une lettre calomnieuse publiée le 30 août, l'ambassadeur d'Israël en France déclare ce qui suit : « alors que le terrorisme est le fléau universel de notre siècle et que la France et Israël sont unis dans cette lutte, la mobilisation pour la libération de Salah Hamouri est plus qu'inquiétante ». Une « inquiétude » qui, malgré le lamentable amalgame entre, d'une part, « terrorisme » et, d'autre part, lutte pour la justice et l'égalité, est un encouragement à poursuivre et développer la mobilisation.

Julien Salingue

CYCLE «1917» LA RÉVOLUTION RUSSE OMNIPRÉSENTE

Centenaire oblige, dix séances ont été consacrées à la révolution russe. C'est parfaitement justifié : 1917 reste un moment qui n'a guère de précédent dans l'histoire. Cette révolution a modifié le rapport de forces mondial, a structuré tout le cours des luttes de classes du 20^e siècle et les organisations du mouvement ouvrier.

Il était donc très important de revenir sur la révolution elle-même, en évitant une histoire préécrite et remâchée, qui tourne bien souvent en célébration obsessionnelle de glorieux ancêtres.

Rendre leur statut d'acteurEs à celles et ceux qui ont vécu les événements

Ce retour au mouvement d'affranchissement permet de rendre leur statut d'acteurEs à celles et ceux qui ont vécu les événements, pour essayer de retrouver leurs raisons d'agir, les ressorts fondamentaux de cette révolution, produite par un processus d'une ampleur considérable qui a secoué la Russie pendant de longues années. C'était l'objectif d'un cycle de trois séances animées par des membres de la commission nationale formation, qui avaient pour objectif d'expliquer le processus révolutionnaire : les prémisses de la révolution, de 1905 à février 1917, la conquête du pouvoir d'avril à octobre 1917, et comment le pouvoir ouvrier a géré ses premières années de novembre 1917 à 1924.

À ce cycle se sont ajoutées quatre séances pour approfondir quelques thèmes. Deux pour creuser la place des luttes contre les oppressions : la place des femmes dans la révolution et les mesures féministes prises d'une part, la question nationale de l'autre. Deux autres se sont ajoutées sur des débats récurrents à propos de cette révolution. L'une a confronté les réflexions sur la question paysanne et le mouvement ouvrier révolutionnaire russe qui se sont développées dans les différentes tendances de la social-démocratie russe, mais aussi chez les populistes et les anarchistes. L'autre a permis à Jean-Jacques Marie de développer plus longuement la place qu'a occupée le parti bolchevik dans le processus révolutionnaire. Enfin deux séances ont permis d'aborder l'extraordinaire vitalité de la création artistique dans la dynamique révolutionnaire. L'une a traité de la création artistique au temps des soviets, avec une présentation des débats entre les divers courants existants en

Russie à cette époque. L'autre a présenté le positionnement des surréalistes sur la révolution d'octobre.

Face à l'offensive réactionnaire, un devoir d'inventaire

Si toutes ces approches ont permis d'avoir une vision étendue de cette période, de réfléchir aux processus engagés, il fallait en outre prendre le temps d'avoir un échange sur les leçons que nous pouvons aujourd'hui tirer de la révolution russe. Comme chaque génération, nous faisons face à des problèmes nouveaux, qui imposent de refaire sans cesse un travail d'assimilation et d'interprétation des événements passés. Par son importance, la révolution russe peut encore beaucoup nous apprendre et nous aider à penser, tant par ses accomplissements que ses échecs, une transformation sociale émancipatrice. Un grand forum autour du thème « Cent ans après la révolution russe, que faire de 1917 ? » animé par Jean Jacques Marie, historien spécialiste de la révolution russe, Catherine Samary et Olivier Besancenot qui vient de publier *Que faire de 1917, une contre-histoire de la révolution russe*, a permis un échange d'une grande richesse sur ces questions.

Face à l'offensive réactionnaire contre toutes les révolutions, tous ces moments où le pouvoir des possédants, la domination capitaliste est mise à mal, nous avons un devoir d'inventaire. Comme l'écrivait Georges Orwell, « Qui contrôle le passé contrôle l'avenir. Qui contrôle le présent contrôle le passé. » Comprendre ce qui conduit à une révolution, les conditions de réussite de celle-ci, les écueils auxquels elle est inévitablement confrontée est essentiel pour notre activité aujourd'hui car, ainsi que l'écrivait Daniel Bensaid en 1987, comme nous sommes « dépositaires et responsables d'un héritage que le conformisme menace, nous avons la charge de susciter les circonstances où [la promesse révolutionnaire] pourra être "remise en mémoire". »

Patrick Le Moal



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

D'un siècle à l'autre...

Anniversaire oblige, le centième anniversaire de la révolution russe aura occupé une place de choix : une grande plénière, sept séances et deux soirées. Ainsi chaque jour, entre 50 et 100 participantEs ont suivi les séances du cycle consacré à 1917. Et lundi 28 août, dans une salle pleine comme un œuf, 400 personnes ont participé à un échange passionnant autour des interventions d'Olivier Besancenot (dont le nouveau livre consacré à 1917 était disponible en exclusivité à cette université d'été), de l'historien Jean-Jacques Marie et de Catherine Samary. Le débat sur le bilan et l'héritage de la grande révolution ne fait que commencer.

Autre temps fort de notre rendez-vous estival, la projection en avant-première du nouveau film de Raoul Peck, *Le Jeune Karl Marx*, a enthousiasmé le public qui s'est engouffré dans la grande salle (plus de 400 personnes) et a fait une véritable ovation au réalisateur de ce film salutaire. Oui, Marx et la perspective d'un dépassement du capitalisme sont bien vivants !

ToutEs là !

On l'a dit, étaient présents à Port-Leucate l'historien Jean-Jacques Marie et le réalisateur Raoul Peck... Mais aussi René Dahon, porte-parole de l'association Roya citoyenne (qui a pris la parole au meeting de dimanche soir), le sociologue Alain Bihr, l'intellectuel et militant grec Stathis Kouvelakis, l'écrivaine de roman noir Dominique Manotti, le journaliste Pierre Puchot, la chercheuse en sociologie politique Florence Joshua, la docteure en sciences de l'éducation Laurence de Cock, l'historien Jean-Baptiste Fressoz,

la sociologue Mathilde Pette, le militant de l'écosocialisme Daniel Tanuro, le responsable de la LPO Frédéric Malvaud, le docteur Philippe Michaud, le physicien Hubert Krivine, deux militants du journal *l'Envolée*... Des savoirs multiples et une expertise diverse pour s'interroger, réfléchir et élaborer de nouvelles réponses à un système insupportable. Pour se détendre intelligemment aussi... À bas toutes les frontières ! Toujours placée sous le sceau de l'internationalisme, outre les militantEs du NPA engagés dans l'action et la solidarité internationales, notre université d'été a aussi eu le plaisir d'accueillir Nadir Djerroune (Algérie), Nadia De Mond (Italie), Alex Merlo (État espagnol), Tassos Anastassiadis (Grèce),

Fred Leplat (Grande-Bretagne), Michael Prütz (Allemagne), Carla Tonini (Argentine), Joseph Daher (solidarité avec la Syrie)...

La rentrée de la lutte des classes

Enfin, notre université d'été marque la rentrée du NPA. Dès le premier soir avec son grand meeting de rentrée (voir article en page 10 de ce numéro), meeting qui cette année a été suivi de chansons révolutionnaires du groupe El Comunero (qu'ils en soient ici remerciés). Des ateliers spécifiquement destinés à préparer la rentrée sociale, et notamment le premier rendez-vous du 12 septembre, ont été organisés, où l'on a parlé des ordonnances, du Front social ou des stratégies syndicales.

Un premier échange en vue de la préparation du prochain congrès du NPA a également eu lieu en présence de plus de 150 participantEs. Enfin, comme les années précédentes, le NPA ne pouvait pas se réunir sans poursuivre aussi la discussion avec d'autres forces politiques : une invitation au débat à laquelle ont répondu cette année le Parti de gauche, Ensemble et Alternative libertaire. Vous l'aurez compris, rendre compte de quatre jours de réunions, de soirées... de discussion en terrasse, à la piscine ou à la plage, n'est pas chose aisée. Et peut-être qu'au final, la meilleure des façons de se faire une idée précise, c'est de venir (ou de revenir) à Port-Leucate fin août. Rendez-vous en 2018 ?
Commission université d'été



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ YOUPI, C'ÉTAIT LA RENTRÉE !

Du 27 au 30 août, le NPA a bel et bien fait sa rentrée, réunissant cette année plus de 700 participantEs, soit plus que ces dernières années. Un bon signe, un succès et une très bonne nouvelle qui augure, espérons-le, une rentrée combative contre Macron et cie.



CHARMAG

ÉTATS-UNIS LE DANGER TRUMPSTE NE FAIBLIT PAS

Extrait de l'intervention de Daniel Tanuro lors de l'atelier: «Le séisme Trump et ses répliques».



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Dans «la Place du trumpisme dans l'histoire», je défendais l'idée qu'il n'y a pas deux mais trois scénarios possibles: la «normalisation» de Trump, son élimination, ou sa réussite – l'instauration d'un pouvoir national-populiste, fort à l'intérieur et très agressif à l'extérieur. Depuis l'élimination de Steve Bannon, certains pensent que l'éviction de Trump ne serait plus qu'une question de mois, d'autres misent sur sa neutralisation. J'estime au contraire que la troisième voie reste largement ouverte.

Normalisation de Trump?

Trump a amorcé une courbe rentrante sur la géostratégie et sur le nationalisme économique. L'Otan n'est plus «obsolète». Volte-face sur la présence militaire en Afghanistan. «On voit les choses différemment depuis le bureau ovale», a déclaré Trump. Les généraux qui l'entourent (Kelly, Mattis, McMaster) ont piloté cette conversion. En même temps – c'est cohérent – Trump met de l'eau dans le vin du nationalisme économique: exit l'accusation de manipulation monétaire par Pékin, exit la promesse d'une taxe de 45% sur les importations chinoises, le NAFTA n'est pas aboli mais renégocié, etc. Ce sont des points clés pour le grand capital transnational étasunien et pour son appareil militaire.

Alors, normalisation de Trump? Non car, en même temps, le président appuie à fond sur l'accélérateur du racisme et du suprémacisme blanc. Le pardon présidentiel au shérif Arpaio, ce «grand patriote», est significatif. Criminel en uniforme, passible de six mois de prison pour avoir défié les juges qui avaient condamné sa chasse aux Latinos en Arizona, Arpaio est un symbole pour l'extrême droite. Ce n'est pas tout: le président menace de casser le programme DACA (mis en place sous Obama, DACA protège de l'expulsion 800 000 enfants de sans-papiers) et menace de fermer le gouvernement fédéral si le Congrès ne finance pas la construction de son mur.

Élimination imminente de Trump?

Le grand capital et ses représentants se démarquent majoritairement de cette politique. Les

patrons ont déserté les conseils consultatifs. Plus de cent chefs de grandes multinationales adjurent Trump de ne pas torpiller le DACA. Alors, élimination imminente de Trump? Non, cette hypothèse n'est pas plausible non plus. Trump reste soutenu par la base républicaine, il la mobilise par son racisme, en se présentant comme une victime, et s'appuie sur elle pour tenter de prendre le contrôle du parti. Son but reste d'établir un pouvoir fort. Cela correspond à sa nature de «capital incarné» autant qu'à son narcissisme pathologique... et cela lui permettrait d'échapper aux conclusions de la commission Mueller sur la filière russe, le blanchiment d'argent des oligarques, etc.

Marx décrivait Louis Napoléon Bonaparte comme «maladroit et rusé, gredin et naïf, génial et stupide, hiéroglyphe indéchiffrable pour les gens civilisés, symbole de la classe qui représente la barbarie au sein de la civilisation.»¹ Trump est ainsi. Il a poussé sur le fumier de la barbarie néolibérale et du délitement politique qui en a découlé. La classe dominante fait la grimace, mais n'a d'autre choix que de composer avec lui... En encaissant les dividendes: commandes publiques (infrastructures et armée), cadeaux au secteur fossile (Exxon), privatisation de l'école (DeVos) et... dérégulation tous azimuts. Côté cour, les hommes de Goldman Sachs à la Maison-Blanche – Cohn et Mnuchin – se démarquent sur Charlottesville; côté jardin, ils s'entendent avec Trump pour abolir les timides mesures de régulation bancaire établies après la crise de 2007-2008².

Le tournant de Trump sur la géostratégie et sur le nationalisme économique ne dissipe pas le danger d'État fort. Il pourrait même s'accroître. Comme l'écrivait récemment un observateur au-dessus de tout soupçon d'anticapitalisme, inquiet de «ce dont le président est capable quand il est acculé»: «Que cela implique de risquer un conflit en Asie du Nord-Est, de virer un procureur spécial ou de fermer le gouvernement fédéral, peu importe. Mr. Trump pense souvent ce qu'il dit. Nous ne pouvons pas prétendre ne pas être prévenus.»³

Daniel Tanuro

1- Les Luites de classes en France

2- Financial Times, 22 août 2017

3- Edward Luce, Financial Times, 30 août 2017

ÉDUCATION L'ÉCOLE PEUT-ELLE PRODUIRE UNE HISTOIRE ÉMANCIPATRICE?

En mai dernier, le nouveau ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer déclarait: «Les enfants ont besoin de points de repère historiques. Le fait de connaître les rois de France, ce n'est pas du passéisme.» Déclaration qui témoigne d'une certaine vision de l'enseignement de l'histoire... C'est justement pour discuter de cette thématique que nous avons invité, à l'université d'été, Laurence de Cock, pour nous présenter la 2^e édition de la Fabrique scolaire de l'histoire¹.

Un atelier qui a été l'occasion de revenir sur cet enseignement particulier en France. Dès le début de son enseignement, au 19^e siècle, l'histoire scolaire a toujours été un moyen pour expliquer et illustrer, en se tournant vers le passé, les événements que la France métropolitaine venait de vivre. Il s'agissait de réinscrire la France dans une unité millénaire, depuis les Gaulois jusqu'à aujourd'hui, en passant par les rois de France, Napoléon et les présidents de la 5^e République.

L'histoire des programmes d'histoire

L'histoire scolaire est, en dernière instance, l'histoire des programmes scolaires. Et ceux-ci n'ont jamais pris le temps du recul nécessaire à l'historien pour confronter les points de vue. Par exemple, l'enseignement de la Première Guerre mondiale apparaît dans les programmes dès 1919. Fondamentalement, deux courants d'affrontement dans cet enseignement. Le courant principal, qui fait la part belle aux «grands hommes» qui ont fait l'histoire, voit dans l'histoire un moyen pour enseigner à tous, implicitement ou explicitement, le respect des dominants. Un autre courant apparaît dans les années 1920, qui cherche à enseigner également l'histoire des dominés, une histoire plus pacifiste (bilan de la Première Guerre mondiale oblige), bref, une histoire



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

plurielle. Les programmes scolaires oscillent entre ces deux pôles en gardant des traces de ces oscillations successives. Enfin, après la Seconde Guerre mondiale, certains pans historiques ont été investis d'une finalité thaumaturge (à l'image de ces «rois thaumaturges» qui guérissaient les écrouelles), dont l'objectif était de soigner la France de ses maux. Une démarche particulièrement visible avec l'enseignement de la Shoah qui devrait empêcher tout renouveau de l'antisémitisme en France, avec des résultats malheureusement inefficaces.

Histoire scolaire et histoire sociale

Un autre problème de l'enseignement de l'histoire réside dans ce qu'en retiennent les jeunes, une

fois qu'ils ont quitté ce cours. Par exemple, peu nombreux sont les élèves des années 1990 qui se souviennent des enseignements de la révolution russe de 1917. Alors qu'elle était présente au programme. Le problème n'est pas lié à un enseignant qui n'aurait «pas fini le programme», mais à la déconnexion entre l'histoire enseignée à l'école et l'histoire véhiculée dans les familles ou les cercles sociaux que l'on fréquente.

Pour une histoire émancipatrice

Nous avons essayé de réfléchir à des pistes pour un enseignement de l'histoire qui serait émancipateur. Bien sûr, une connaissance de l'histoire des opprimés, des colonisés, et du mouvement social est indispensable pour avancer à contre-courant. Mais cette vision n'est pas suffisante en soi. Remplacer Louis XIV par Louise Michel dans le panthéon historique ne construit pas l'émancipation des jeunes, c'est-à-dire la capacité de chacun à se penser comme un acteur, à réfléchir et à être autonome. Cela ne peut se réaliser que si on le combine à un enseignement pédagogique des méthodes historiques. Il est nécessaire que les enseignantEs s'enrichissent des apports des mouvements de pédagogie populaire, telle que l'analogie ou l'anachronisme. Ces comparaisons permettent une appréhension personnelle. Bien entendu l'enseignantE doit être capable d'en montrer les limites tout en soulignant leur utilité, et ainsi de construire des savoirs où le contenu peut être secondaire par rapport à la compréhension des processus historiques.

Raphaël Greggan

1- Laurence De Cock (dir.), la Fabrique scolaire de l'histoire, 2^e édition, Agone, 2017.

En images...



DISCUTER



CHOISIR



BULLER



CHANTER



ÉCOUTER



SE MOBILISER

LOGEMENT « Avec Macron, c'est précarisation accrue et hausse générale des loyers »

Entretien. Nous nous sommes entretenus avec **Jean-Baptiste Eyraud**, du DAL, au sujet des premières annonces de Macron et de son gouvernement en matière de logement.



Dans le domaine du logement, à quoi peut-on s'attendre avec Macron ?

On a affaire à un gouvernement ultra-libéral qui, au vu des premières annonces, même si elles ne sont pas définitives, est, sous l'angle du logement, de type Thatcher. Déjà, des mesures d'économies sur les APL, qui ont commencé avec un petit coup de rabet pour 2017, sur les trois derniers mois de 2017, et qui concerne l'ensemble des allocataires. Cinq euros en moins, c'est quand même une petite somme pour ceux qui n'ont rien du tout : un repas, la bouffe pour une journée, l'achat de médicaments, des crayons pour la rentrée... Et une deuxième étape est annoncée, avec des économies plus importantes, donc des amputations sur les APL dans le budget 2018. Mais on ne sait pas encore quelle forme ça va prendre, ça sera probablement dans une réforme de fond sur les aides sociales destinée à faire des milliards d'économies.

Et sur le plan législatif, qu'est-ce qui est envisagé ?

On voit arriver une loi sur le logement avec plusieurs dispositifs, à commencer par un « bail mobilité », qui était dans le programme de Macron : un bail de trois à douze mois pour, en théorie, les personnes en mobilité professionnelle, en stage, etc. Mais il n'y aura aucun moyen de vérifier, et c'est donc un changement radical, libéral, qui va précariser les locataires, avec une modification de la durée des contrats. On voit déjà ce que peuvent faire les bailleurs : quatre mois en Airbnb, puisque c'est la durée maximale, et huit mois en « bail mobilité ». Ça va faire monter les loyers : chaque année, les bailleurs vont pouvoir les « revaloriser » en changeant de locataire. Pour nous, c'est le plus gros danger, car ça nous amène, à terme, à un changement de société : précarisation accrue, hausse générale des loyers, course à la rentabilité. Et logiquement ce projet de « bail mobilité » va de pair avec le projet d'accélérer les procédures d'expulsion.

Et les annonces concernant la le logement social ?

Ils prévoient trois mesures qui vont contribuer à empirer les choses :

- accorder des délais plus longs pour les maires, au-delà de 2025, date à laquelle ils devaient, d'après la loi SRU, héberger 25% de logements sociaux dans leurs communes ;
 - inclure les PLI (prêts locatifs intermédiaires), qui concernent les classes moyennes, dans les logements sociaux, alors que les classes moyennes devraient pouvoir se loger dans le parc privé si les prix étaient convenables. En faisant ça, on donne certes un peu d'oxygène aux classes moyennes mais on écrase les classes populaires, tout en laissant les riches s'enrichir ;
 - déléguer le suivi de la loi et les sanctions aux communautés de communes. Ça va être le règne des copains qui vont se mettre d'accord entre eux pour qu'il n'y ait pas de sanctions !
- Si ces mesures sont reprises, ça serait la mise à mort de la loi SRU.

Propos recueillis par Jean-Marc Bourquin

LOI TRAVAIL XXL Ordonnances : chamboule-tout pro-patronal

Le sens des cinq ordonnances qui composent la « loi travail XXL » est clair : achever en France le même démantèlement du droit du travail que celui qu'ont connu les pays du sud de l'Europe, à la faveur de la crise, afin de réduire le « coût du travail » et de diminuer durablement les capacités de résistance des travailleurs.

La plupart des domaines concernés par les ordonnances ont en effet déjà subi deux, voire trois contre-réformes durant le quinquennat précédent. Macron et le patronat nous confirment qu'ils ne s'arrêteront que quand nous les arrêterons !

Principe de (dé)favorer

Derrière le prétexte – confier l'élaboration des normes aux « acteurs de terrain » – il s'agit en réalité de fixer les droits des travailleurs là où le rapport de forces leur est le plus défavorable : boîte par boîte. La loi El Khomri permettait déjà aux entreprises de déroger à la loi dans un sens moins favorable aux salariéEs, mais elles restaient liées par les accords conclus au niveau des branches professionnelles. Avec les ordonnances Macron, les conventions collectives ne conserveront leur prééminence que dans un nombre très limité de domaines. Les patrons pourront notamment négocier à la baisse, voire supprimer complètement, les primes de 13^e mois, d'ancienneté ou encore les jours de congés supplémentaires prévus par leur branche. Et si les syndicats ne veulent pas signer de tels accords, les ordonnances prévoient la possibilité pour les employeurs d'organiser des référendums lorsque leur projet est soutenu par un syndicat minoritaire, et même de le « proposer » directement aux salariéEs dans les boîtes de moins de vingt salariéEs. Et si c'est unE salariéE qui conteste la diminution de la rémunération ou l'augmentation du temps de travail fixés dans son contrat, les accords conclus pour préserver l'emploi ou pour des « nécessités liées au fonctionnement de l'entreprise » – autrement dit tous les accords – s'imposeront à lui. En cas de refus, on pourra être licencié sans contestation possible.

Licenciements économiques... pour le patronat

Les entreprises qui ont tendance à licencier en dehors des clous doivent parfois rendre des comptes et réparer un peu les dégâts causés. Macron veut leur éviter ces désagréments. Pour ce faire ils commencent par « sécuriser » les licenciements



CHARMAG

économiques. La réalité des difficultés économiques pour un groupe international ne sera plus appréciée qu'au niveau français. Et plus besoin de s'embêter à proposer des reclassements personnalisés aux salariéEs : l'envoi d'une liste de postes identiques pour tous les futurs licenciés suffira.

Les patrons qui licencient bénéficieront en outre d'un joker : compléter la lettre de licenciement après son envoi, et donc ajouter des motifs nouveaux. À l'inverse, si le licenciement n'est pas suffisamment motivé, le salarié devra demander poliment au patron de préciser sa pensée avant de saisir les prud'hommes, faute de quoi il ne pourra toucher plus d'un mois de salaire en réparation.

Car les ordonnances se proposent également d'abaisser la facture des employeurs qui seraient malgré tout condamnés pour licenciement sans cause réelle et sérieuse. Après deux tentatives infructueuses, le plafonnement des dommages et intérêts, qui consiste ni plus ni moins à permettre au patron de licencier n'importe qui sans motif pour un coût connu à l'avance, fait son come-back. Suivant les tarifs de Macron, unE salariéE licenciéE abusivement après deux

ans d'ancienneté bénéficierait au maximum de trois mois de salaire de dommages et intérêts, contre six au minimum actuellement !

Enfin le délai pour contester son licenciement est réduit à un an, contre deux actuellement. La précédente réduction, opérée en 2013, a fait chuter de 40% les demandes dans la plupart des conseils de prud'hommes.

Mieux que le CDD, le CDI de chantier !

Jugeant que le travail précaire est peu développé en France, Macron veut permettre aux patrons de se livrer à de nouvelles expérimentations. Des accords de branche pourront donc déroger à la loi concernant la durée ou le nombre de renouvellements possibles (déjà porté à deux par la loi Rebsamen) pour les contrats à durée déterminée et les contrats d'intérim. Mais surtout, les mêmes accords pourront autoriser les entreprises à conclure des CDI « de chantier ». Jusqu'alors limités au secteur du bâtiment, ces contrats permettent à l'employeur de licencier unE salariéE sans risque lorsque la tâche pour laquelle le contrat été signé est terminée. Et contrairement à un CDD, aucune indemnité de

précarité ne sera due. Un léger goût de CPE non ?

La représentation du personnel amputée

Rebsamen avait fait la moitié du chemin, Macron va jusqu'au bout. Les trois institutions représentatives du personnel (déléguéEs du personnel, comité d'entreprise, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) sont fusionnées de force dans un comité social et économique.

Conséquences ? Une diminution du nombre de représentantEs, et donc de salariéEs relativement protégés contre le licenciement. Mais surtout la disparition des CHSCT, dont les actions en justice ces dernières années ont bloqué ou retardé des réorganisations néfastes dans bon nombre de boîtes. Désormais seules les entreprises de plus de 300 salariéEs auront droit à une commission consacrée à la santé et la sécurité au travail.

Cerise sur le gâteau : les prérogatives de cette instance unique et les informations et documents auxquels elle a accès pourront même faire l'objet d'une négociation et être revus à la baisse au regard du droit actuel.

Simon Picou

UBÉRISATION

Deliveroo : une mobilisation exemplaire



Page Facebook CLAP

Précaires, atomisés, individualisés, voire libéraux...

les adjectifs ne manquaient pas pour décrire les secteurs ubérisés, et les considérer comme impossible à organiser. C'est la démonstration du contraire qui a été réussie avec les livreurs de Deliveroo depuis le début du mois d'août. Retour sur une mobilisation en cours, et sur ses enjeux.

Certains livreurEs ont bel et bien cru au mirage de l'ubérisation, sous forme de trinité : bonne paye, choix des horaires, pas de patron. Mais ce mirage disparaît après quelques mois de travail : nous sommes bien des prolétaires modernes, qui n'ont que leur force de travail à vendre.

Le mirage de l'ubérisation

Si la paye pouvait être bonne à la naissance des boîtes de foodtech, à condition de ne pas compter ses heures, les rémunérations ne cessent de baisser, les primes et minimum garantis d'être supprimés. Si bien qu'aujourd'hui unE livreurE Deliveroo est payé 5 euros par livraison (75 centimes de

plus à Paris), desquels il faut soustraire l'entretien et les réparations du vélo, la cotisation au RSI, ainsi que l'éventuelle assurance privée. Ajoutons ce que le statut d'auto-entrepreneur ne nous garantit pas : le chômage, la retraite, les congés payés, la sécurité sociale. La « liberté » garantie aux livreurEs est très relative. Il faut s'inscrire à des shifts, des heures de travail réparties en différentes tranches horaires. Un planning est disponible le lundi à 17 heures, sur lequel se jettent les livreurEs, espérant avoir un maximum de créneaux, notamment en heures de pointe. « Astuce » de la boîte : suivant les résultats (la rentabilité) de chaque livreurE, tout le monde ne voit pas les mêmes tranches, le planning étant même disponible en avance pour certains. Ce genre de pratique fait qu'à Madrid et Barcelone un marché noir s'est ouvert, les livreurEs « privilégiés » revendant leurs

#12SEPTEMBRE Pourquoi les jeunes doivent être dans la rue et se battre contre les réformes de Macron

Au moment de l'élection présidentielle, on a beaucoup entendu que Macron, du haut de ses 39 ans, était le président le plus jeune de l'histoire, comme s'il incarnait une sorte de renouveau de la politique. Mais en réalité, les premiers mois de son quinquennat ne trompent pas : Macron n'a rien de « jeune ». C'est au contraire le principal ennemi de la jeunesse.

A lors que les jeunes n'ont déjà plus droit à un emploi (25% de chômage et jusqu'à 40% dans certains quartiers populaires), si ce n'est dans des conditions de précarité intolérables, le gouvernement cherche aujourd'hui à remettre en cause l'accès à l'université.

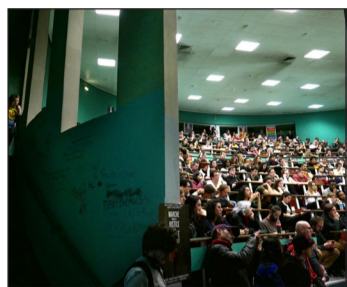


PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Contre la sélection à l'université

À quelques jours de la rentrée, il y a plus de 6 000 bacheliers ou étudiantes qui n'ont toujours pas reçu d'affectation à la fac. La réponse du gouvernement ? Généraliser la sélection dès la licence et en finir avec l'accès universel qui existait, du moins sur le papier, jusqu'à maintenant. Or dans une société traversée par les inégalités, sélection par « pré-requis » est synonyme de

sélection sociale. Notre proposition est tout autre : se battre pour une fac ouverte à toutes et à tous, où l'enseignement et la recherche sont au service des intérêts de la majorité de la population, c'est-à-dire des travailleurs et des classes populaires. À cette attaque contre le droit d'étudier, il faut ajouter la réduction des APL. Comme si c'était à nous, jeunes et précaires, de nous serrer la ceinture pendant que le

gouvernement fait des cadeaux aux plus riches avec la réforme de l'ISF. Pourtant, 25% des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté, sans pouvoir se loger ni se nourrir décemment. Et la baisse des APL ne concerne pas que les étudiants, mais aussi toutes les personnes précaires, qui devront se battre main dans la main pour faire barrage aux contre-réformes.

Nous ne nous laisserons pas voler notre avenir

Surtout que ce qu'il faut se préparer à affronter, c'est une loi travail puissance 10, un recul social majeur, qui va heurter l'ensemble du monde du travail et la jeunesse. Et c'est bien parce que personne ne veut de cette loi que le gouvernement doit passer en force par ordonnances et aller vite, en bouclant tout avant le 22 septembre.

Le calendrier n'est pas anodin : fin septembre, c'est la rentrée de la plupart des universités et ce qu'ils cherchent à éviter, c'est que la jeunesse se retrouve aux côtés des travailleurs, comme au printemps 2016. Mais les braises du mouvement contre la loi travail sont encore chaudes, et doivent être ravivées dès la rentrée.

Une date existe déjà : le 12 septembre. Il faut faire tout ce qui est dans notre pouvoir pour que la jeunesse soit au rendez-vous. Et c'est pour cette raison que nous appelons l'ensemble des organisations de jeunesse, qu'elles soient politiques, syndicales ou associatives, qui s'opposent à la réforme du Code du travail et aux attaques de Macron contre la jeunesse, à se retrouver autour d'une table pour fixer un plan de bataille commun. L'enjeu est capital : nous refusons de devenir la génération qui ne peut ni étudier ni travailler, la génération à qui on a volé son avenir. Macron, c'est en ça qu'il veut nous transformer, mais on ne se laissera pas faire et le combat doit commencer maintenant.

Elsa Méry

RENTÉE SCOLAIRE Des « réformes » à la révolte sociale

Pour bien nous préparer à la rentrée, le ministre Blanquer a donné pas moins de 15 interviews ces derniers jours.

Il a expliqué sa méthode : il s'agit de libérer les enseignants des contraintes qu'ils subissent de leurs hiérarchies. Mais il ne s'agit pas d'en finir avec les chefs d'établissements et les inspecteurs, ni même de diminuer le nombre d'élèves par classe (en augmentant le nombre d'enseignants). C'est l'exact contraire qu'il met en place.

Des réformes... sans les moyens matériels

Première réforme, la mise en place de CP à 12 élèves dans certains établissements d'éducation prioritaire (REP+). Cette mesure a détricoté la réforme de « plus de maîtres que de classes » et, sans espace supplémentaire, dans certains établissements, les CP sont à 24 élèves... avec deux enseignants ! Ce à quoi il faut ajouter le non-renouvellement des contrats aidés qui entraîne un départ des assistantEs (ATSEM). Blanquer n'a pas autorisé les communes à organiser la semaine

comme elles voulaient. Et si une école sur trois est revenue aux quatre jours, ce sont les communes rurales et les communes pauvres qui ont abandonné ces rythmes scolaires (85% des écoles en Lozère). En revenant sur la réforme du collège. Il n'a libéré aucun moyen supplémentaire. Il a autorisé chaque collègue à faire comme il pouvait. Et c'est tout.

Il ne s'agit pas de défendre le bilan catastrophique de Vallaud-Belkacem, mais de comprendre la méthode de l'actuel ministre. On retrouve la logique, typique des ministres de droite, de l'école méritocratique. Comme si tous les jeunes avaient avec les mêmes chances, comme si l'école ne reproduisait pas les classes sociales ! Pour donner le change, Blanquer veut faire « sortir » quelques enfants de la classe ouvrière de leur situation sociale pour faire croire à « l'égalité des chances ». C'est en ce sens qu'il promeut les internats d'excellence.

Instaurer la sélection à l'université

Profitant de l'augmentation massive de nombre d'étudiantEs à l'université, Blanquer avance sur une réforme des lycées et du bac. Son objectif est clair : il souhaite que le bac devienne un diplôme de fin d'études secondaires, morcelé en blocs de compétence, avec la mise en place d'un contrôle continu important et d'uniquement quatre épreuves terminales en juin. Au delà de la dévaluation de ce diplôme, cela permettrait d'instaurer une sélection à l'entrée de l'université, en fonction des compétences capitalisées par les jeunes bacheliers. La réforme du bac est prévue pour 2021, mais la sélection commencera dès cette année par une réforme de l'admission post-bac (APB), où chaque filière affichera ses « pré-requis ». Le bac ne sera plus une garantie collective mais un papier récapitulatif des compétences de chacun, acquises dans de lycées très

différents. Les lycéenEs seront donc pistés en fonction de leur origine sociale et de leurs notes : la jungle de la concurrence entre les individus.

On a touTEs une raison de se mobiliser contre Blanquer !

Des écoles se sont mises en grève contre la disparition des ATSEM ou le manque d'enseignants. Des collègues et des lycées grondent sous les portes du ministère dès le 4 septembre pour réclamer plus de moyens.

Les enseignants doivent refuser l'atomisation des personnels et la casse des protections collectives, du statut, ainsi que l'autonomie et l'individualisation des qualifications. Car ce que met en place Blanquer c'est la transposition dans l'éducation nationale de la casse du Code du travail. C'est pourquoi nous serons en grève dès le 12 septembre, pour faire plier ce gouvernement.

Raphaël Greggan

heures aux autres. Payer pour pouvoir travailler : une pratique possible dans des villes où le taux de chômage est de 70% chez les jeunes.

Quant au fait d'être son propre patron, l'illusion ne tient pas bien longtemps. Dans le contrat, 7 pages sur 8 concernent les obligations des livreurEs : c'est Deliveroo qui nous dit dans quelle zone travailler, à quelles heures, et qui fixe nos commandes. Et surtout c'est Deliveroo qui peut nous désactiver (comprendre licencier) sans motif. D'autant plus que, l'entreprise étant maintenant presque hégémonique sur le marché, elle fixe les rémunérations des livreurs, et les autres boîtes suivent.

Mobiliser les précaires et les ubérisés

La première étape de la mobilisation a été la construction d'un collectif, le

CLAP (Collectif des livreurs autonomes parisiens) fin 2016. Celui-ci a d'abord servi à reconstruire ce que le libéralisme nie et détruit : une expérience collective du travail, une conscience de classe. Nous n'avons pas de pause clope à la machine à café pour parler de nos conditions de travail, de la nouvelle mesure du patron. Il faut recréer cet espace pour construire une solidarité et rompre l'isolement. La participation du CLAP au Front social, dont il a été un des premiers signataires, a été importante pour sa construction. En juillet nous avons appris que Deliveroo comptait supprimer les anciens contrats, les derniers livreurEs qui avaient une rémunération fixe à l'heure, pour passer au travail à la tâche généralisé. Celles et ceux qui refusaient n'avaient qu'à trouver un autre travail. Des collectifs de livreurEs à Bordeaux et à Lyon ont tout de suite appelé à des rassemblements de protestations

regroupant plusieurs dizaines de livreurs dans chaque ville.

Multiple initiatives

Un rassemblement a été organisé à Paris le 11 août, en invitant tous les livreurEs, quelle que soit leur plateforme, à nous rejoindre. Une centaine de livreurEs sont venus. Après des prises de parole, nous sommes partis en manifestation sauvage pour aller bloquer les commandes des restaurants. Cette stratégie a l'avantage de mettre une double pression : les livreurEs ne peuvent pas être virés puisqu'on ne sait pas qui y participe ; on fait perdre de l'argent à la boîte en bloquant les commandes, et les restaurateurs mettent la pression à la boîte pour qu'elle règle le problème.

Nous avons organisé un deuxième rassemblement en coordination avec différentes villes (Lyon, Bordeaux et Nantes)

le 27 août. Près de 40 restaurants ont été bloqués, soit un important manque à gagner pour Deliveroo un dimanche, plus gros soir de la semaine. Le lendemain, nous nous sommes rendus en cortège commun au siège de Deliveroo, où nous devions rencontrer la direction. Une fois sur place, nous n'avons cependant pas été reçus puisque la direction se cachait derrière un camion de CRS qui bloquait la rue. Une AG de livreurEs a donc été organisée pour prévoir les suites du mouvement.

Une première victoire

Nous avons par la suite profité d'une table ronde organisée au siège de Deliveroo pour occuper celui-ci. Au bout de quelques heures, nous avons réussi à imposer une discussion avec le PDG. Le fait d'avoir été reçu est déjà une victoire, cela signifie que nous sommes reconnus en tant que groupe

représentant les livreurEs. Il ressort de cette première rencontre que l'ensemble des livreurEs qui se sont mobilisés et qui se mobiliseront ne seront pas réprimés pour leurs prises de position. Avec les syndicats et des avocats, nous sommes également en train d'imposer un cadre fixe et pérenne de discussion, une structure de représentation du personnel, en somme. Il reste encore beaucoup à faire pour réussir à gagner de nouveaux droits. Pour cela nous devons sortir de l'isolement, lancer un mouvement avec l'ensemble des coursiers, toute plateforme confondue, mais également avec l'ensemble des secteurs ubérisés et de la jeunesse précarisée. C'est pourquoi nous appelons à la création d'un cortège large, dans cette optique, à la manifestation du 12 septembre afin de regrouper nos forces. Première étape pour une rentrée de luttés !

Stee Ven

FRONT SOCIAL

Faire front contre les ordonnances

Après des mois d'enfumage, les ordonnances de la loi travail XXL, qui entérinent des dizaines de reculs en matière sociale, dont certains nous ramènent 50 ans en arrière, sont désormais connues... Il est temps de rentrer dans le dur : la réunion téléphonique de rentrée du Front social, lancé en mai dernier (voir l'Anticapitaliste n°385), a été l'occasion de vérifier son enracinement et sa vivacité.

Parmi la désormais soixantaine de collectifs locaux, qui commencent pour certains à se coordonner régionalement comme dans l'Ouest, et les plus de cent cinquante organisations qui le composent, beaucoup ont labouré le terrain tout l'été et continuent à le faire (en tenant, par exemple, un stand à la grande braderie de Lille), voire travaillent de concert avec les intersyndicales locales à la réussite de la journée de mobilisation du 12 septembre quand celles-ci ont fait le choix de ne pas leur tourner le dos. Un appel va aussi être lancé en direction des fonctionnaires, dont



Manifestation contre l'université d'été du Medef le 30 août dernier à Jouy-en-Josas. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

la mobilisation a été réduite lors du conflit contre la loi travail de 2016, en particulier dans l'éducation, où une rentrée chaotique se prépare, afin d'éviter le tronçonnement inefficace des journées d'actions qui se profile.

Unité et radicalité

Les échanges ont aussi permis de préciser le profil du Front social : refus de la césure entre mobilisation sociale et politique, que certains veulent installer, nécessité de faire converger les luttes, que ce soit celle des livreurs de Deliveroo qui ont forcé leur patron à les recevoir, des contrats aidés qui se battent contre leur suppression le plus souvent sans soutien syndical, des jeunes, des retraités indignés par l'augmentation prévue de la CSG, etc., ainsi que la nécessité de s'adresser aux militantEs en rupture avec leur centrale, en particulier ceux de FO. C'est cette orientation qui sera portée dans un maximum de réunions, organisées dans la foulée des manifestations du 12 septembre, dont un meeting francilien, retransmis sur internet, prévu le 13 septembre à la Bourse du travail de Paris. Et c'est parce que mettre la politique de Macron en échec ne s'arrête pas à la riposte à ses ordonnances qu'une réunion des collectifs et des organisations membres du Front social sera organisée au même endroit le 30 septembre prochain.

Enfin, le 22 septembre, jour finalement retenu pour la présentation des ordonnances en conseil des ministres, sera une nouvelle journée de mobilisation, y compris à l'appel de la CGT et de Solidaires, pour aller vers le blocage de l'économie, seule à même de faire reculer Macron et la clique des possédants qui le soutiennent.

Laurent Degoussé

Fête de l'Huma**Le NPA sera de nouveau présent**

Le NPA fête de l'Huma 2016... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

Comme chaque année, le NPA tiendra un stand à la fête de l'Humanité qui se tiendra les 15, 16 et 17 septembre à la Courneuve. On y trouvera, comme d'habitude, la librairie, mais aussi à boire, à manger, à discuter et à danser.

Si Jean-Luc Mélenchon a annoncé que, pour la première fois depuis plus de 10 ans, il ne serait pas présent à la Fête de l'Humanité, confirmant que les rapports sont de plus en plus tendus entre la PCF et la FI, le NPA sera présent durant les trois jours de cet important rassemblement populaire.

Il nous semble en effet essentiel d'être là, au côté des milliers de jeunes, de militantEs, des syndicats, des associations, de diverses formations politiques, etc. Et ce même si nous constatons à regret que la Fête de l'Humanité perd de plus en plus son caractère militant, un nombre croissant de tâches, notamment de sécurité, étant même désormais sous-traitées au privé.

Nous serons là pour nous adresser à toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas, entre autres aux militantEs du PCF désarmés par la stratégie de leur direction, qui a appelé à soutenir Mélenchon à la présidentielle, après diverses tergiversations et un débat interne montrant l'étendue des divisions dans le parti. Le tout avant de contribuer à l'étrange spectacle de la concurrence entre candidatEs FI et PCF lors des élections législatives...

Nous serons là car les défis liés à la rentrée sociale, ceux de la nécessaire construction d'une opposition unitaire et populaire à la politique antisociale de Macron, impliquent des discussions sans tabou au sein du mouvement social et du mouvement ouvrier, auxquelles nous entendons bien participer en y défendant nos points de vue et nos propositions.

Côté programme, Olivier Besancenot sera présent samedi à 14 h au stand du NPA pour présenter (et dédicacer) son dernier livre, *Que faire de 1917? Une contre-histoire de la révolution russe*, paru à la rentrée aux éditions Autrement. Philippe Poutou interviendra quant à lui à 17 h pour évoquer la situation politique et sociale et les propositions du NPA. D'autres initiatives auront lieu, le tout dans une ambiance conviviale. Nous vous attendons !

**Plus qu'un journal,
L'Anticapitaliste
un outil pour lutter!**



**Soutenez la presse anticapitaliste,
ABONNEZ-VOUS!**



diffusion.presse@npa.2009.org | www.npa2009.org

Université d'été**Succès du meeting de rentrée du NPA**

Les plus de 700 participantEs à l'Université d'été du NPA se sont retrouvés dimanche 27 août à 21 heures, dans une ambiance chauffée par les slogans des mobilisations pour accueillir les différentEs intervenantEs du meeting.

Steven, jeune travailleur en lutte chez Deliveroo, a ouvert la soirée. Dans ce secteur, laboratoire de l'ubérisation du travail que les patrons voudraient généraliser, la résistance s'organise.

Jeunesse en lutte

Un Collectif des livreurs autonomes parisiens (CLAP) a été créé avec le soutien de syndicalistes SUD et CGT, et de premières expériences ont été menées avec le Front social. Le 11 puis le 28 août les travailleurEs ont réussi à bloquer certains restaurants utilisateurs de Deliveroo, qui a annoncé fin juillet une aggravation brutale des conditions d'exploitation. Une plateforme de revendications a été rédigée. Et les perspectives se construisent : participation à la grève du 12 septembre et ses suites, prises de contacts pour élargir la mobilisation à d'autres catégories de travailleurEs précarisés, et tentative d'organiser une grève transnationale le 27 septembre, avec des précaires anglais, allemands, italiens ou espagnols. Pour combattre l'exploitation sans frontière, construire la solidarité sans frontière!

Elsa, du secteur jeune du NPA, est revenue sur les attaques qui font de Macron l'ennemi de la jeunesse. Réforme du bac, introduction de la sélection à l'entrée de l'université, baisse des APL quand des étudiantEs ne parviennent plus à se nourrir correctement et que 50% travaillent pour payer leurs études... Le secteur jeune du NPA s'impliquera pour faire converger les mobilisations de la jeunesse avec celles du monde du travail, ce que Macron veut éviter en faisant passer ses ordonnances avant la rentrée universitaire. Une nouvelle génération qui s'est engagée contre la loi travail en 2016, et depuis notamment en solidarité avec Adama et Théo contre les violences policières, est disponible contre la loi travail XXL.

Internationalistes et antiracistes!

Denis, du collectif Roya Solidaire, a expliqué comment la véritable



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

« chasse à l'homme » contre les migrantEs a transformé une série de personnes s'impliquant dans l'aide humanitaire en militantEs de la solidarité. Cette mobilisation a remporté des petites victoires contre les autorités locales. Mais le gouvernement, par la militarisation de la vallée et la criminalisation de l'action militante, avec notamment la condamnation de Cédric Herrou, a contraint les migrantEs à trouver d'autres routes que la vallée de la Roya. Il y a donc un enjeu à construire sur cette question un mouvement pour la liberté de circulation, autour de Briançon aujourd'hui, dans les Pyrénées demain. C'est un des objectifs de la manifestation nationale que le collectif appelle à préparer dans un cadre unitaire. Christine Poupin, porte-parole du NPA, est revenue sur les enjeux de la solidarité internationaliste pour contribuer à reconstruire une conscience de classe. Cette solidarité va au combat des antiracistes aux États-Unis, et à Heather Heyer, militante antifasciste tuée par l'extrême droite le 12 août à Charlottesville; à Salah Hamouri et aux près de 7 000 Palestiniens emprisonnés. C'est un combat contre les points de vue qui, au nom de la mémoire, défendent les intérêts ou la « grandeur » de la France ou qui, au nom des savants calculs géostratégiques, semblent

penser que les ennemis de nos ennemis pourraient être nos amis. Notre boussole est bien le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à décider de leur avenir. Nous sommes contre les interventions impérialistes, qui ne font que renforcer les régimes autoritaires et dictatoriaux et écraser les possibilités des peuples à décider pour et par eux-mêmes. Notre internationalisme, c'est aussi l'annulation de la dette, machine à siphonner les richesses des plus pauvres vers les plus riches. Il y a une autre dette du Nord envers le Sud : la dette écologique et climatique. Nous sommes aux côtés de tous les peuples qui résistent contre les grands projets extractivistes. Et bien sûr nous construisons les mobilisations internationales comme la journée européenne pour le droit à l'avortement le 28 septembre prochain.

Reprendre confiance, construire la contagion des résistances

Philippe Poutou a rappelé que, dans cette période de difficultés, il est important de revenir sur ce que nous avons réussi au cours des derniers mois. L'affluence à l'Université d'été est aussi le résultat de la campagne présidentielle : nous avons réussi à y faire entendre une autre voix, une voix de révolte, une identité de classe, des propositions pour une

autre société. Malgré ses limites, à commencer par notre score, la campagne a permis de faire exister dans le débat politique, contre le fatalisme et la résignation, des mesures anticapitalistes pour affirmer que nous ne paierons pas la crise du système. Elle a également permis de défendre la nécessité pour les exploités et les opprimés de ne plus se laisser représenter par des politiciens qui sont leurs adversaires, et donc de s'organiser afin de reprendre en main leur affaires.

Il s'agit maintenant de prolonger ces acquis, certes modestes, en affrontant les questions politiques qui nous sont posées par le pourrissement du capitalisme et les politiques du nouveau gouvernement. Parmi ces questions, les guerres, l'impérialisme, le terrorisme, la montée de l'extrême droite sont des menaces majeures pour les peuples ici et partout dans le monde, auxquelles il n'y a pas de réponse sans contestation du monde qui les produit. Nous devons donc combattre toutes les réponses qui nous divisent, par l'individualisation, la précarisation, le racisme, le sexisme ou le nationalisme chauvin.

L'urgence est à la construction des mobilisations contre un gouvernement qui tape d'autant plus fort et vite qu'il est déjà en chute dans les sondages. Nous sommes nombreux à bien voir que les réponses actuelles des directions syndicales et politiques, qui prétendent rester dans le jeu institutionnel ne sont pas à la hauteur, chacune d'entre elles jouant sa partition et pas du tout la construction d'un toutEs ensemble pour aller vers le blocage de l'économie. Avec nos collègues, dans les syndicats, dans les structures comme le Front social, mais aussi sur les marchés et dans les quartiers, nous voulons mettre ces discussions à l'ordre du jour. Car l'enjeu est de construire la contagion des résistances, de reprendre confiance pour aller de l'avant, ce que nous savons indissociable d'un projet de transformation de la société et d'un parti pour le porter.

Cathy Billard

Les Nôtres**Taous Ouali-Benloucif**

Notre camarade, mon amie, Taous est morte le 13 août dernier, après un rude combat contre un cancer déclaré un an plus tôt.

Sa mélancolie ne la laissait pas prostrée : que de vie et de forces en Taous ! Malgré toutes les épreuves traversées, elle aimait rire, danser, chanter. Même si, depuis la mort de son fils Farès, tout avait moins d'éclat. Elle parlait fort et s'élevait vite, n'acceptant aucun compromis, aucune remise en cause des valeurs qui lui étaient chères : elle fut une militante féministe,



DR

internationaliste et anticapitaliste, combattive et intransigeante. Taous n'était plus militante au NPA depuis quelques années, elle disait

même qu'elle était très fâchée avec ce parti... Et pourtant, depuis sa chambre d'hôpital, elle commentait l'actualité politique en parlant de « nous », de « notre » candidat, en s'énervant de « nos » faiblesses alors qu'il y aurait encore tant de luttes sociales à mener.

L'hommage qui lui a été rendu à Nancy, grâce à ses filles Nedjma et Narymane, a permis de réunir ses amiEs, ses amours, ses camarades, sa famille et ses collègues, autour d'une chanson qu'elle aimait tant et qui lui ressemblait tellement : « La révolution permanente »... jusqu'au bout.

Catherine Stotzky

1 - « Sur « l'identité nationale », L'Anticapitaliste n°29, 5 novembre 2009.

Romans

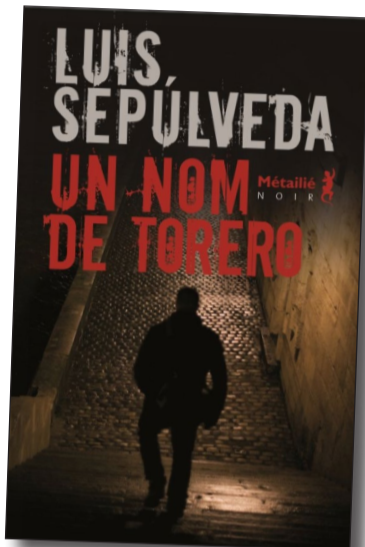
Une fin de l'histoire qui cache bien son jeu: deux livres de Luis Sepulveda

La Fin de l'histoire, Éditions Métailié, 2017, 17 euros
Un nom de torero, Éditions Métailié, 1994 et Poche Points, 2017, 6,40 euros

Ces deux romans « noirs » mettent en scène le Chilien Juan Belmonte, ex-guérillero en Bolivie, ex-membre de la garde rapprochée de Salvador Allende (le GAP), ex-membre de la guérilla au Nicaragua, formé dans les académies militaires d'URSS, de RDA et de Cuba.

Belmonte a été un combattant dont le parcours ressemble beaucoup à celui de l'auteur Luis Sepulveda. Grâce à ce personnage fictif, l'auteur peut « raconter ce que l'histoire officielle dissimule ». Sous Pinochet, Belmonte a réussi à échapper aux sbires de la junte chilienne et à s'exfiltrer. Sa compagne, Veronica, l'amour de sa vie, a eu moins de chance. Après avoir été torturée dans les sous-sols de la sinistre villa Grimaldi, elle a été laissée pour morte, nue, sur une décharge de la périphérie de Santiago le jour même où Belmonte entrerait en vainqueur à Managua. Elle n'a pas livré le nom de ses camarades, mais reste prostrée dans un état d'hébétéude. Les années ont passé, Belmonte survit assez misérablement à Hambourg, où il fait office de videur dans une boîte glauque et envoie de l'argent au Chili pour sa compagne.

Un nom de torero (traduit par François Maspéro)
En 1994 (*Un nom de torero*, Points), Juan Belmonte est contacté par le mystérieux Oskar Kramer, qui se présente comme chargé des enquêtes outre-mer de la Lloyd hanséatique – désignation qui masque des activités, on s'en doute, peu avouables. Il sait tout du passé de Belmonte et, sous la menace du chantage, contraint l'ex-guérillero à reprendre du service. Il s'agit en l'occurrence de retrouver avant l'ex-Stasi un lot de 63 pièces d'or de la collection du « Croissant de lune errant » (hommage

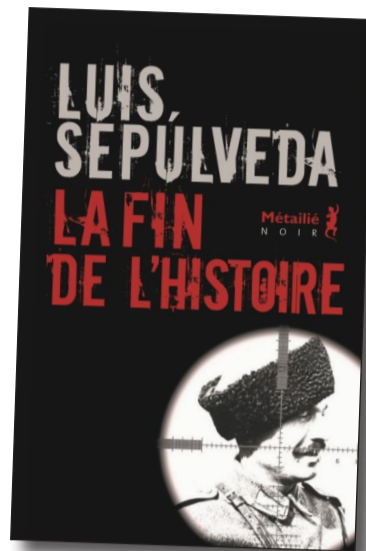


du sultan du Maroc à Ibn Battuta en 1357) disparu à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le trésor se trouverait en Patagonie dissimulé par un ancien soldat de la Wehrmacht. Galinsky, l'ex-Stasi dépêché sur place connaît bien le terrain et avance avec des méthodes très expéditives. Ni héros ni salaud, Juan Belmonte, l'homme qui porte le nom du célèbre torero, ami d'Hemingway, doit réactiver d'anciens réseaux. De Santiago à la Terre de Feu, la course au trésor s'engage. Par le biais des rencontres et des souvenirs, Belmonte/Sepulveda conte la vie d'hommes et de femmes qui ont combattu au Chili ou au Nicaragua et qui doivent composer avec le poids des morts et le peu reluisant présent de la « transition démocratique ». L'enjeu du combat

pour Belmonte est l'argent pour faire soigner Veronica tandis que Galinsky rêve de retrouver son rang perdu depuis la chute du Mur.

La fin de l'histoire

Quinze ans plus tard, Juan Belmonte a déposé les armes. Il vit en Patagonie en compagnie d'un ami chilien de Hambourg et de Veronica qui reprend peu à peu ses esprits. Kramer de la Lloyd hanséatique a tenu ses promesses et l'a fait soigner dans la meilleure clinique danoise. Mais comment échapper à son passé et au sang versé? Kramer et les services secrets de la Russie de Poutine ont à nouveau besoin des services de Belmonte pour prévenir une action qui pourrait nuire aux bonnes relations entre Russie et Chili. Un groupe de cosaques nostalgiques a décidé de libérer le descendant du dernier ataman, Miguel Krassnoff. Petit-fils et fils des cosaques russes qui ont participé à la guerre civile contre l'Armée rouge de Trotski puis à la Seconde Guerre mondiale dans les régiments SS, Krassnoff est devenu d'être emprisonné à Santiago pour sa participation à la répression et à la torture pendant la dictature militaire. Pour mener l'opération, les cosaques ont recruté, contre une petite fortune, deux anciens Chiliens du KGB. Belmonte devra les retrouver. Mais qui manipule qui? Qui règle ses comptes avec qui pour la « fin de l'histoire »? De la Russie de Trotski et Babel au Chili de Pinochet, de l'Allemagne de



Hitler au Santiago d'aujourd'hui, la *Fin de l'histoire* traverse le 20^e siècle pour venir échouer sur les rivages fracassés du 21^e siècle commençant. Les deux romans peuvent se lire séparément. Pour une meilleure compréhension, il est préférable de commencer par *Un nom de torero*. Les deux ouvrages sont une mine d'informations sur le courage de l'équipe qui entourait Allende (le GAP), sur la libération du Nicaragua et le rôle peu glorieux joué par Cuba et la RDA pour expulser les guérilleros indésirables ainsi que sur les agissements de l'« Oficina », qui organisa la « transition démocratique » au Chili. On est saisi par les scénarios des romans, la poésie et l'amour qui s'en dégagent. Comme on ne peut « échapper à l'ombre de ce que nous avons été », un troisième « Belmonte » est en préparation.

Sylvain Chardon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

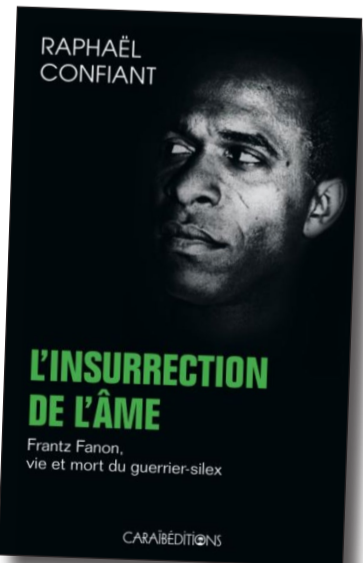
Autobiographie imaginaire

L'insurrection de l'âme. Frantz Fanon, Vie et mort du guerrier-silex, de Raphaël Confiant

Éditions Carai'beditions, 2017, 391 pages, 21,30 euros

L'autobiographie imaginaire de Frantz Fanon par Raphaël Confiant, né lui aussi en Martinique et auteur de nombreux romans tant en français qu'en créole est un récit de la vie, des combats et de la mort prématurée, à 36 ans, de l'auteur des *Damnés de la Terre*, de *Peau noire, masques blancs* et de *l'An V de la révolution algérienne*. Mais pas seulement... Dans la peau de Fanon, Raphael Confiant nous fait redécouvrir ce militant révolutionnaire, anticolonialiste intransigent mais aussi très bon joueur de football et médecin psychiatre ayant travaillé avec le professeur Tosquelles à Saint-Alban en Lozère, pratiquant la « psychopathologie institutionnelle », soit une psychiatrie bienveillante qui utilise le lieu de soins comme élément thérapeutique et traite le sujet malade avec respect. Improbable itinéraire de la Martinique à la Lozère jusqu'à l'hôpital de Blida/Joinville en Algérie où Frantz Fanon, devenu pour ses

camarades/frères de la willaya (V) Ibrahim Omar Fanon, va soigner autrement musulmans ou Européens, appliquer les principes novateurs et progressistes de la « psychothérapie institutionnelle » et même, comme à Saint-Alban pendant la Résistance, permettre l'accueil au sein de son hôpital de résistants du FLN blessés. De longs et passionnants passages aussi sur les débats avec les chefs du FLN, dont Abane Ramdane, un des principaux théoriciens de la révolution algérienne, autour de l'universalité du combat de Frantz Fanon et de son souhait de voir naître une Algérie égalitaire et multiculturelle... Des retours sur ses premiers engagements militaires pour délivrer la France du nazisme et ses premières déceptions et désillusions concomitantes à sa prise de conscience antiraciste, contre le colonialisme et les nantis, mais aussi ses désaccords « politiques » avec le chantre de la négritude Aimé Césaire qu'il admirait par ailleurs comme un merveilleux poète...



De l'hôpital psychiatrique de Blida/Joinville et ses relations avec les « pensionnaires » et non plus des « malades incurables » à sa démission et son départ pour la Tunisie, son entrée au GPRA (bien qu'il ait toujours refusé le pouvoir) où il devient un des représentants de

la révolution algérienne en cours auprès de nombreux pays africains, cette autobiographie imaginaire nous conduit jusqu'à sa maladie et sa mort en 1961. Son inhumation se fera en terre algérienne, sa terre. Sa dépouille sera portée de nuit par ses camarades, ses frères, franchissant clandestinement la frontière et les barbelés électrifiés sous la menace des fusils et des bombardiers de l'ordre colonial français. Comme le roman d'une vraie vie qui nous redonne le goût de relire Fanon, ce « guerrier-silex » selon la belle formule d'Aimé Césaire, mais aussi « cet insurgé au nom de toute l'humanité opprimée », comme l'écrit Raphaël Confiant. En ces temps de confusion politique et de délitement des convictions révolutionnaires et internationalistes, cet ouvrage fait du bien à la pensée et à l'engagement pour une vie meilleure, pour un autre monde.

Thomas Delmonte

Essai

La mécanique raciste, de Pierre Tevanian (nouvelle édition)

La Découverte, 2017, 12 euros

Les éditions La Découverte viennent de publier une version augmentée et actualisée de la *Mécanique raciste*, de Pierre Tevanian, paru en 2008, accompagné cette fois d'une postface de Saïd Bouamama. Cette postface et l'avant-propos montrent bien, si nécessaire, à quel point l'analyse du racisme comme phénomène structurant la société française reste d'actualité.

Pierre Tevanian « prend le racisme au sérieux » : il en présente une analyse ample et approfondie, solidement charpentée, qui va bien au-delà de l'image habituelle du racisme comme « simple » comportement individuel de rejet et d'ignorance. En s'appuyant sur trois critères empruntés à Deleuze et Guattari, il déconstruit la mécanique globale et complexe du racisme à la fois comme conception du monde, perception d'autrui, rapport à soi. Il décortique le processus de mise en place et de reconduction du racisme qui passe par les étapes de différenciation des individus, péjoration de cette différence, réduction de l'individu à un stigmata, essentialisation de l'individu comme stéréotype du groupe et légitimation de cette discrimination.

Cela conduit P. Tevanian à un chapitre très instructif sur les rapports entre égalité et différence, que le racisme – et l'idéologie nationale française – opposent artificiellement (« on est égaux que si on est identiques ») afin, bien sûr, de « légitimer » l'inégalité de traitement de gens perçus ou s'affirmant comme « différents ». C'est par là, mais aussi par un détour historique à travers la France coloniale, antisémite et maurassienne – dont le principal prolongement actuel est le FN, que P. Tevanian entre dans l'analyse du racisme comme système général sous-tendant l'organisation même des rapports sociaux dans le cadre de la conception dominante de la « nation » française.

Il en vient ensuite à étudier comment ce racisme systémique est mis en œuvre dans la perception des personnes « racisées » : elles sont soit ignorées (évitées, ghettoïsées), soit perçues sur le mode du « manque » (comme ayant un « handicap »), soit perçues comme dangereuses (surtout quand elles se rebellent contre les discriminations qu'elles subissent). Plusieurs exemples concrets nourrissent cette analyse.

C'est un livre percutant, dérangeant même, y compris quand il analyse les limites de l'antiracisme ordinaire, celui qui nie l'existence de races humaines ou qui, plein de bonnes intentions, pratique le « fraternalisme »¹, ce paternalisme aux bons sentiments qui reconduit à sa manière un système en l'aménageant plutôt qu'en le contestant de façon radicale. Car, nous dit P. Tevanian, le racisme crée les races et les fait exister comme critère majeur d'organisation des rapports sociaux, et il faut alors accepter d'affronter cette organisation, y compris quand on y est catégorisé comme « blanc » et privilégié en conséquence, qu'on le veuille ou non, si on veut vraiment renverser le racisme. Il consacre d'ailleurs un chapitre courageux à une auto-analyse de sa condition de « Blanc » militant antiraciste.

La conclusion propose des principes d'action et des actions à ne pas mener, ou à mener provisoirement comme étapes possibles mais à dépasser. Là aussi, P. Tevanian affirme des choses qui sembleront pour beaucoup de ses lecteurs et lectrices originales, paradoxales, stimulantes donc.

Philippe Blanchet

1 – Terme proposé par Aimé Césaire



« Le patronat entend bien dicter la politique du pays, et il ne supporte aucune contestation »

Entretien. Loïc, de la compagnie Jolie Môme, a répondu à nos questions à l'occasion de son procès, suite à une plainte déposée par le Medef, prévu le 11 septembre prochain et finalement reporté.

Peux-tu nous rappeler pourquoi tu devais passer en procès le 11 septembre ?

Le 7 juin 2016, avec les intermittents, avec aussi des opposants à la loi travail, en particulier des gens de Nuit debout, on s'est rendu au siège du Medef, à l'occasion d'une réunion qui devait parler de fiscalité, et où on savait que l'on trouverait le numéro 1 et le numéro 3 du Medef. On voulait donc aller porter notre opposition à la politique du Medef, qui était alors en train de bloquer complètement l'accord obtenu par les travailleurs du spectacle, et comme en plus ils poussaient derrière la loi travail, cela faisait de nombreuses bonnes raisons de leur rendre une visite, déterminée mais pacifique. Une fois qu'on était sur place, le directeur de la sécurité, donc un cadre du Medef, a tout fait pour envenimer la situation, insultant les occupants, arrachant l'appareil photo de l'une d'entre nous, etc. Ça a dégénéré et il a fini par me mettre un coup dans les testicules et, se rendant compte de sa connerie, et même de son délit, il court dans son bureau et il appelle la police, m'accusant moi de lui avoir mis un coup.

Et c'est le début de l'affaire.

Voilà. Bon, c'est une pratique malheureusement courante d'accuser autrui d'avoir fait ce que l'on a fait soi-même, mais là ça a comme conséquence 48 heures de garde à vue, une grosse mobilisation de soutien puisqu'il y aura des manifestations pendant deux jours devant les commissariats où on me trimballe pendant cette garde à vue, et un procès désormais plusieurs fois reporté. La première fois l'instruction était tellement incomplète et tellement à charge contre moi, sans avoir entendu mes témoins, sans avoir regardé les enregistrements des caméras de vidéosurveillance du Medef... que la juge a dit qu'on ne pouvait pas juger en l'état. Et là, de nouveau un report puisque le 11 septembre s'est transformé en date pour fixer une date d'audience alors que ce devait être le «vrai» procès, après que l'instruction a été entièrement refaite, confiée à de nouveaux enquêteurs. On s'attendait vraiment à ce que ce soit le dénouement de cette affaire, qu'on obtienne enfin la relaxe, et qu'on puisse enfin, par la suite, faire condamner le directeur de la sécurité du Medef contre lequel j'ai porté plainte pour dénonciation calomnieuse. Une plainte qui a été difficile à déposer, plusieurs commissariats refusant de l'enregistrer, mais elle est désormais instruite.

Donc ce report annoncé, ça ne te satisfait pas j'imagine.

Non, car non seulement on attendait le dénouement de l'affaire, mais en

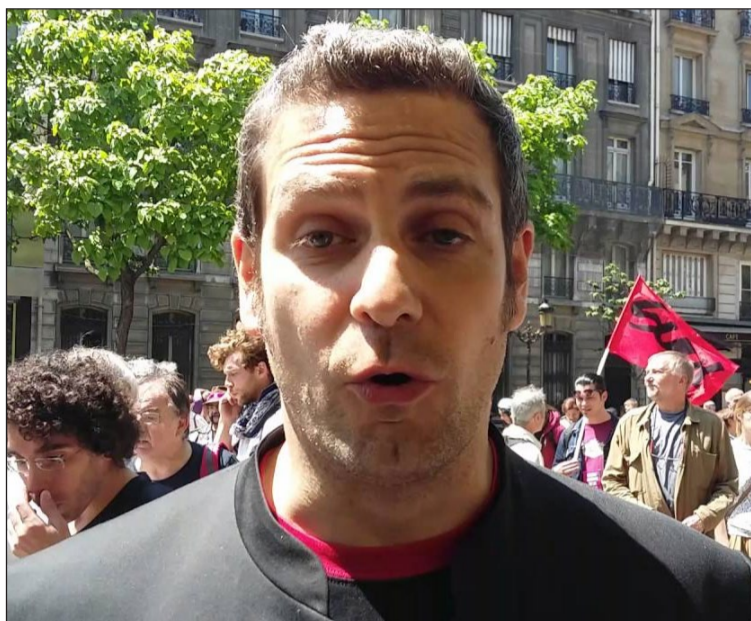


PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

plus on a organisé toute une campagne de mobilisation en vue de la date du 11 septembre. Pour nous, il est clair que la plainte du Medef est une plainte politique, et que donc ce procès est un procès politique, et on a donc voulu organiser une mobilisation politique pour non seulement dénoncer les violences physiques et aussi les violences sociales du Medef, mais également l'ensemble de la répression qui s'abat sur les militants depuis près de deux ans, avec la mise en place de l'état d'urgence. Une répression qui s'est accentuée avec le mouvement contre la loi travail, avec la répression contre les quartiers populaires, avec la répression contre ceux qui tentent d'aider les réfugiés qui arrivent en France, etc. Ce sont tous ces points que l'on voulait évoquer, et il se trouvait que la date du 11 septembre, veille de la grande mobilisation contre la loi travail, était un moment particulièrement propice à l'organisation d'un rassemblement politique contre la répression, au côté de militants politiques, syndicaux,

associatifs, de toutes celles et de tous ceux qui n'ont pas l'intention de renoncer à se battre, de toutes celles et de tous ceux qui subissent la répression, des poursuites, etc.

En plus ton cas est très «spécial», car si on entend souvent dans les manifestations «Police nationale, police du capital», toi c'est directement la sécurité du patronat qui t'a violenté...

Oui, mon procès est emblématique parce que c'est directement le patronat qu'on a en face de nous, donc c'est évident que moi je préfère avoir un cadre du Medef qu'un simple vigile ou un simple policier en face au procès. Au moins politiquement les choses sont claires, le patronat ne supporte aucune contestation, il entend bien dicter la politique du pays, et il ne supporte pas que l'on tente, que ce soit nous les intermittents ou d'autres secteurs d'activités, de nous opposer à sa politique. Le patronat nous fait violence à long terme, et au moindre signe de contestation

il s'estime légitime non seulement pour frapper, mais aussi pour nous poursuivre et nous réprimer, pour utiliser la police et la justice à son profit. Le tout sans aucun scrupule, et on comptait bien sur l'audience du 11 septembre pour le démontrer, donc on le démontrera le jour auquel l'audience sera reportée.

Et la suite, maintenant, c'est quoi ?

Alors là c'est compliqué car il y a tout un travail de «démobilisation» à faire, car il faut maintenant avertir tous les gens qui avaient prévu de venir le 11 que ce sera juste une audience pour fixer une nouvelle date d'audience, donc on envoie un communiqué dans lequel on annonce tout ça et où on prévient que sur place on organisera un petit-déjeuner pour les gens qui n'auront pas eu l'information, puis un point presse à la sortie de l'audience pour annoncer la nouvelle date et la suite des événements. On va profiter de ce moment-là pour s'inscrire et renforcer la dynamique du 12 septembre, et de ses suites, car on pense que l'opposition à la loi travail XXL est nécessaire pour construire l'opposition à la politique du patronat. Il est clair et explicite que le Medef et le gouvernement vont dans la même direction, donc pour nous la mobilisation du 12 fait partie de cette lutte commune à mener, de même que toutes les mobilisations contre l'état d'urgence, en soutien aux personnes réprimées, on pense à tous ceux qui vont passer en procès dans les semaines qui viennent car ce n'est pas fini, notamment l'histoire de la voiture de police brûlée à Paris où le dossier semble bien vide... Pour nous la dynamique reste la même: se mobiliser contre le Medef et son monde, et contre la répression dont sont victimes aussi bien les militants que les habitants des quartiers populaires.

Propos recueillis par Julien Salingue

L'image de la semaine



Vu ailleurs



AU NOM DE LA «SÉCURITÉ». Deux ONG

européennes, Statewatch et le Transnational Institute, ont publié jeudi 31 août un rapport détaillant le financement massif par les institutions européennes des industriels de la sécurité et dénonçant les liens incestueux entre ces sociétés et l'Union européenne. (...) Les deux ONG se sont également plongées dans la liste des différents projets de recherche financés par l'Union européenne, dessinant un dangereux «panoptique militarisé». Leur liste et leurs descriptions ont de quoi donner des sueurs froides à tout défenseur des libertés individuelles. Surveillance massive et automatisée, fichage génétique des citoyens, partage des données au niveau européen, logiciels de police prédictive, militarisation des frontières... l'inventaire est digne des films d'anticipation les plus sombres. (...) Le rapport souligne également la place croissante prise par les questions sécuritaires dans le budget européen. «Les financements de l'UE pour des nouveaux outils et technologies sécuritaires sont passés de moins de 4 milliards d'euros à presque 8 milliards d'euros pour la période 2014-2020 (comparé à la période 2007-2013)», soulignent les auteurs. Ces sommes sont en outre allouées sans débat démocratique à des sociétés privées promouvant une surveillance massive et automatisée. Les ONG Statewatch et Transnational Institute appellent qu'elles avaient déjà analysé, dans un rapport publié en 2009, cette prise de pouvoir d'une idéologie qu'elles baptisaient alors de «NeoConOpticon», une contraction de «néoconservateur» et de «panopticon». À l'époque, elles alertaient sur le démarrage d'une «course à l'armement d'un nouveau type, dans laquelle toutes les armes sont pointées vers l'intérieur».

Jérôme Hourdeaux, «L'Union européenne finance massivement l'industrie sécuritaire», Mediapart, 1^{er} septembre 2017.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org